

REVUE DE PRESSE

Vie de l'université // Enseignants-chercheurs, professeurs et maîtres de conférences

Vendredi 11 mai 2018

Paris 1 Panthéon-Sorbonne dans la presse

Vie de l'université

Le Monde Campus

10 mai 2018

Les M2 spécialisés de l'université sont mentionnés

Face aux masters des grandes écoles, les universités dégagent leurs DU

Avec leurs diplômes universitaires, destinés aux étudiants comme aux professionnels voulant approfondir leur formation initiale, les universités tentent de concurrencer les grandes écoles. A des tarifs moins élevés.

Les universités ont, elles aussi, développé une offre de programmes destinés aux étudiants ou aux professionnels déjà titulaires d'un master (voire d'une licence) et désireux d'étoffer leur bagage ou de se spécialiser. Même si cette offre est moins « formalisée » que celle des grandes écoles. Première piste : le « diplôme d'université » (DU). Il s'agit d'un cursus librement organisé à la discrétion d'un seul établissement – à ne pas confondre, donc, avec les « diplômes nationaux » (master ou licence), reconnus sur tout le territoire par le ministère de l'enseignement supérieur.

« L'objectif est de répondre à un besoin précis des milieux professionnels, ou de traiter des problématiques récentes. "Droit et religions", par exemple, ou "transmission d'entreprise organisée", pour des avocats ou des notaires, indique Gérard Jazottes, vice-président en charge de la formation continue à l'université Toulouse-I-Capitole. Ces DU accueillent aussi bien des étudiants que des professionnels visant une progression dans leur carrière, voire de jeunes diplômés en quête d'un premier poste. Mais les effectifs dépassent rarement une vingtaine d'inscrits. » Toulouse-I-Capitole propose une large gamme de ces DU : une quinzaine en formation initiale, treize enseignés à distance et seize en formation continue. Dans certains cas, il est possible d'utiliser le DU comme voie d'accès à un master 2.

[► Lien vers l'article](#)

Le Parisien

8 mai 2018

Les étudiants de Tolbiac obligés de passer leurs examens à Rungis

Les étudiants du site universitaire de Tolbiac (Paris 1-Panthéon Sorbonne) ne s'attendaient sûrement pas à subir autant de galères pour leurs partiels du second semestre.

Cette année, ils doivent passer leurs examens à une dizaine de kilomètres au sud de Paris, à l'espace Jean-Monnet, près du MIN de Rungis. Problème : le centre d'examen privé n'est pas très bien desservi et y venir en transport est parfois compliqué pour ces étudiants qui habitent dans toute l'Île-de-France.

Il n'y avait pas d'autres choix pour le campus de Tolbiac qui, occupé pendant plusieurs semaines, a été dégradé et ne pouvait accueillir de partiels. « Nous avons décidé de louer l'un des sites disponibles pour faire composer tous les étudiants jusqu'au 18 mai », assure l'université. Au total, 18 000 étudiants vont défiler à Rungis pour passer au moins une épreuve.

[► Lien vers l'article](#)

Le Figaro Étudiant

3 mai 2018

Tolbiac: une dizaine de partiels annulés après le blocage des centres d'examens

Hier et aujourd'hui, des étudiants manifestant contre la loi pour l'orientation et la réussite des étudiants (ORE) ont fait annuler des partiels de licence des étudiants de Tolbiac, dont le centre d'examen a été délocalisé suite à l'occupation du site.

Mercredi 2 et jeudi 3 mai, des examens de licence de l'université Paris 1 devaient avoir lieu à Rungis et au Panthéon. Mais certains étudiants, réunis dans un groupe «Paris 1 contre Macron et la sélection», ont fait front pour qu'ils soient annulés. Devant ce capharnaüm ingérable pour les enseignants et les surveillants d'examens, la direction a pris la décision d'annuler une dizaine de ces examens, notamment en licence d'histoire et de philosophie, pour les reporter à la fin du mois de mai. «Des dizaines d'autres épreuves», notamment en économie, ont toutefois eu lieu d'après la direction de l'université. Dans un communiqué, les étudiants manifestants se sont réjouis de cette situation et demandent l'annulation pure et simple des examens. Les autres, forcés de réaménager leur mois de juin qui devait servir aux stages ou aux vacances, continuent de crier à l'injustice.

[► Lien vers l'article](#)

France Info.fr

3 mai 2018

"Prendre le bus, le train, deux RER, le bus puis marcher" : des étudiants de Tolbiac obligés de passer leurs partiels à Rungis

Les partiels du second semestre ont débuté mercredi 2 mai à Tolbiac, mais en raison des dégradations liées à son occupation, la faculté parisienne ne peut pas accueillir les étudiants dans ses locaux. Les différentes antennes de l'université Paris 1 ne pouvant pas accueillir tout le monde, il a été décidé de louer un site sur la commune de Rungis, dans le Val-de-Marne (en plus des 25 autres sites d'examen). Une heure de retard tolérée

Pendant trois semaines, 18 000 étudiants vont défiler à Rungis du lundi au samedi et du matin au soir, jour de grève des cheminots compris. Seule 1 heure de retard est tolérée. Une situation compliquée pour les étudiants dont certains viennent de loin.

[► Lien vers l'article](#)

Ouest France

3 mai 2018

Tolbiac. Les étudiants doivent passer leurs examens à Rungis

L'université Paris 1-Panthéon Sorbonne a loué un centre d'examen à Rungis pour faire passer les partiels aux étudiants de Tolbiac. Le hic : l'accès est compliqué. Pour s'adapter, certains dorment à l'hôtel à côté ou payent des VTC.

Les étudiants du site universitaire de Tolbiac (Paris 1-Panthéon Sorbonne) ont eu une mauvaise surprise. Cette année, ils doivent passer leurs examens à Rungis, dans le Val-de-Marne, à une dizaine de kilomètres au sud de Paris. Le campus de Tolbiac, occupé pendant plusieurs semaines, a été dégradé et ne peut pas accueillir de partiels. L'établissement a donc loué des salles pour assurer la tenue des examens. « **Nous avons pris ce qu'il restait de disponible pour faire composer tous les étudiants jusqu'au 29 mai** », assure la faculté. En tout, 18 000 élèves doivent se déplacer pour au moins une épreuve. Ils ont tous été notifiés, *via* une convocation, « **envoyée au moins dix jours avant** », du lieu du centre.

[► Lien vers l'article](#)

Le Parisien

2 mai 2018

Des partiels annulés ou perturbés à la Sorbonne

Au moins trois partiels de l'université Panthéon-Sorbonne ont été très perturbés ce mercredi. La lutte a subi un coup d'arrêt, mais le calme est encore loin d'être revenu dans les facs, notamment à Paris 1. Après l'évacuation le 20 avril de son site de Tolbiac, bloqué par les opposants à la réforme Parcoursup, au moins trois partiels de l'université Panthéon-Sorbonne ont été très perturbés ce mercredi. L'un a même été annulé, suite à une « grève des copies » des étudiants d'histoire, qui entendaient protester contre les conditions selon eux inadmissibles des examens. Lundi, les enseignants de l'UFR de géographie de l'université avaient déjà voté de leur côté l'annulation des épreuves, et envoyé aux étudiants un mail indiquant qu'ils seraient évalués sur la base de leur contrôle continu du second semestre. Une décision contre laquelle s'érigeait ce mercredi soir la présidence de Paris 1, qui exige l'organisation des épreuves.

[► Lien vers l'article](#)

BBC.com

28 avril 2018

France's protesters revive ghosts of 1968 revolt

In France, protest is theatre. And as the half-centenary of May 1968 approaches, it looks like the props are out, the stage-set is getting the final touches, and the actors are once again learning their lines.

The few last weeks have permitted certain souls to imagine that President Emmanuel Macron's France is entering a zone of high dramatic turbulence, comparable even with the events of 50 years ago, when student and worker protests changed the country for good.

In the universities of Nanterre and Paris - starting-point for the ructions of '68 - once again there are sit-ins, slogans and fights with police. Railway workers provide the industrial muscle that Renault car-workers gave 50 years ago, with three months of strikes against Macron's liberalisation of the state railway.

And in a corner of the rural west, eco-warriors act out their battles with forces of the state, who want to evict them from the site of a now-abandoned airport.

No doubt all these movements, and others by hospital workers, Air France pilots, justice officials, etc would have gone ahead anyway.

[► Lien vers l'article](#)

AEF

27 avril 2018

Article à propos du projet d'alliance d'universités européennes

Universités européennes : Paris-I veut fonder une "Alliance d'universités européennes" avec cinq autres établissements

Les présidents de Paris-I Panthéon-Sorbonne, de la Freie Universität de Berlin (Allemagne), de l'université de Bologne (Italie), de l'université Jagellonne de Cracovie (Pologne), de la KU Leuven (Belgique) et de l'université Complutense de Madrid (Espagne) ont signé une lettre d'intention en vue de la création d'une "Alliance d'universités européennes", vendredi 20 avril 2018 à Bologne. Il s'agit d'"un projet pilote en vue de l'université européenne du futur, dans laquelle les étudiants pourront suivre des cours dans plusieurs pays et dans différentes langues et où les chercheurs pourront se déplacer librement dans de multiples lieux, en fonction des besoins de leurs projets", précisent-ils dans un dossier de presse, le 20 avril 2018. Ils candidateront à l'appel à projets pilote qui devrait être lancé par la Commission européenne en septembre 2018. "Ce sera un Erasmus Mundus +++", explique Maria Gravari-Barbas, vice-présidente aux relations internationales de l'université **Paris-I**. Nous voulons multiplier les diplômes communs en impliquant systématiquement les universités de l'alliance." Les six établissements souhaitent mettre en place un programme commun dans le domaine du développement durable pour la rentrée 2019 et un autre dans le domaine du patrimoine, de l'histoire et de l'archéologie, assure-t-elle. Par ailleurs, une école d'été sur les politiques européennes sera lancée dès 2019. Par la suite, elle pourrait donner lieu à un autre cursus commun.

Le Figaro Étudiant

27 avril 2018

Une semaine après, les occupants de Tolbiac sans domicile de lutte fixe

Une semaine après l'évacuation du campus de Tolbiac (Paris 1) et le début des vacances universitaires, les anciens «bloqueurs» de l'université misent sur les manifestations pour poursuivre leur lutte.

Que faire après un mois de surexposition médiatique, d'assemblées générales au soleil et de nuits dantesques? Après l'évacuation de Tolbiac vendredi dernier au petit matin, les occupants, qui squattaient les lieux depuis près d'un mois, se retrouvent en effet sans domicile de lutte fixe. Alors pour poursuivre leur combat, les militants de feu «la commune libre de Tolbiac» passent de facultés en gares - pour rallier les cheminots - depuis le week-end dernier. En espérant que les vacances n'éteignent pas définitivement la flamme de leurs revendications contre la loi sur l'orientation et la réussite des étudiants (ORE).

[► Lien via Europresse](#)

Auf.org

26 avril 2018

Article à propos du concours d'éloquence de l'université

L'AUF internationalise le concours d'éloquence de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Après le succès de la première édition du concours d'éloquence de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, à laquelle 132 étudiants s'étaient inscrits, l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) s'est associée cette année à cette initiative pour lui donner une dimension internationale.

Pour cette première édition internationale, c'est donc le continent africain qui est à l'honneur avec la participation de 16 candidats, issus de 9 universités africaines et autant de pays. Les universités représentées sont : l'Université Euro-Méditerranéenne de Fès (Maroc), l'Université de Tunis El Manar (Tunisie), l'Université du Burundi (Burundi), l'Université Marien Ngouabi (Congo), l'Université du Cap (Afrique du Sud), l'Université d'Antananarivo (Madagascar), l'Université des Seychelles (Seychelles), l'Université d'Abomey-Calavi (Bénin) et l'Université Félix-Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire).

[► Lien vers l'article](#)

20 minutes.fr

26 avril 2018

Evacuation de Tolbiac: Retour sur la naissance d'une fake news

La police dans Tolbiac ce vendredi -- Francois Mori/AP/SIPA Plusieurs médias ont relayé des témoignages faisant état d'un étudiant grièvement blessé lors de l'évacuation de Tolbiac, à Paris. En réalité, aucun étudiant n'a été transporté dans le coma à l'hôpital.

C'est l'histoire d'un fiasco médiatique. Une rumeur propagée par des témoins peu fiables, mais reprise par certains sites d'information sans la moindre précaution. Une affaire d'Etat qui aurait été étouffée par les autorités, avec la complicité passive des médias dits « mainstream ». Pourtant, force est de constater aujourd'hui qu'aucun étudiant n'est tombé dans le coma après avoir chuté en essayant d'échapper à la police lors de l'évacuation de Tolbiac. 20 minutes revient sur la naissance d'une fake news.

Vendredi dernier, le site de Tolbiac, occupé depuis le 26 mars par une grosse centaine d'étudiant, est évacué au petit matin par la police. « Tout s'est relativement bien passé. Il n'y a pas de blessés graves. L'opération de police a été menée avec beaucoup de finesse », nous a expliqué Florian Michel, le directeur du site. Quelques heurts ont bien éclaté entre les forces de l'ordre et les étudiants, comme l'a constaté 20 Minutes. Plusieurs jeunes rencontrés sur place ont également affirmé avoir subi de nombreuses violences de la part des policiers.

[► Lien via Europresse](#)

L'Obs

25 avril 2018

Le Média dans la tourmente de l'affaire Tolbiac : les 5 actes de la polémique

Article publié avec une fausse photo, témoin qui se rétracte, leçon de journalisme? Le Média est empêtré depuis plusieurs jours dans la polémique du blessé inexistant de Tolbiac.

Un blessé dans le coma, des témoins qui racontent une scène épouvantable, des médias qui s'emparent du sujet... C'était finalement faux. Reporterre, qui citait trois témoins directs du "drame", a rétro-pédalé dans un article publié ce mercredi. Victime collatérale (mais consentante ?) de cette "fake news", Le Média peine à reconnaître ses errements. Retour sur la controverse, en 5 actes.

[► Lien via Europresse](#)

Le Monde Campus

25 avril 2018

Cinq jours après l'évacuation de Tolbiac, la vérité se fait jour

Après l'opération policière sur le site universitaire parisien, des témoignages ont fait état d'un blessé grave. Malgré les démentis, la rumeur a continué à circuler, tenace. Cinq jours ont passé et, sur le parvis du site universitaire de Tolbiac, étudiants et syndicalistes ont laissé place aux camions de CRS. Vendredi 20 avril, au petit matin, les forces de l'ordre ont cueilli dans leur sommeil une cinquantaine de militants qui occupaient le campus de l'université Paris-I, pour protester, initialement, contre la sélection à l'université introduite par la loi ORE (orientation et réussite des étudiants). En quarante-cinq minutes, l'opération policière a mis fin à trois semaines de mobilisation sur ce site, devenu le lieu de vie de quelque deux cents étudiants, où se tenait chaque jour ateliers, projections, conférences et soirées, avec un public allant jusqu'à un millier de personnes. Intervention policière violente, manifestants blessés, dégradation des locaux..., cette évacuation a généré son lot de récits contradictoires, faisant régner une confusion tenace.

[► Lien vers l'article](#)

Newstank

26 avril 2018

L'appel à propositions pour la création d'universités européennes sera lancé à l'automne 2018

« Un appel à propositions sera lancé à l'automne 2018 par la Commission européenne pour des projets pilotes d'universités européennes. Pour cette phase, de 2018 à 2021, nous disposons d'un budget indicatif de 20 M€ », annonce Sophia Eriksson Waterschoot, directrice jeunesse éducation Erasmus+ à la DGEAC de la Commission européenne, lors d'une conférence organisée par l'Agence Erasmus+ France et son homologue allemande, à la CIUP, le 26/04/2018.

Libération

24 avril 2018

Blessé grave à Tolbiac: un témoin avoue avoir menti, le site «Reporterre» rétropédale

«Libération» a enquêté sur la rumeur d'un blessé grave lors de l'évacuation du campus parisien. Aucun élément ne vient l'accréditer. Mercredi, «Reporterre», qui citait trois témoins directs du «drame», va publier une enquête pour revenir sur ses premiers articles. La rumeur finit de se dégonfler. Elle courait depuis l'évacuation de Tolbiac: un étudiant aurait chuté et serait tombé dans le coma. Malgré les démentis (de la préfecture, des hôpitaux) ce week-end, l'affirmation a continué à circuler, se nourrissant même des démentis officiels pour instiller le soupçon d'un mensonge d'Etat... *Libération* a enquêté. Plusieurs riverains, dont les fenêtres donnent directement sur l'endroit de la chute supposée, confirment formellement n'avoir vu ni ambulance, ni pompiers, ni chute. Nous n'avons retrouvé aucun témoin direct ayant vu la scène. Au contraire, Leïla, l'une des trois témoins principaux cités par les médias ayant accrédité cette rumeur, nous a avoué avoir menti. Le magazine en ligne *Reporterre*, qui a le premier relayé des témoignages faisant état d'une chute grave, nous a confirmé «après enquête» que ces témoignages ne sont pas fiables.

[► Lien vers l'article](#)

Reporterre

24 avril 2018

Tolbiac : le point sur l'affaire

L'évacuation de la faculté de Tolbiac, vendredi dernier au matin, a engendré une grande confusion. Des témoins affirmaient qu'un homme avait été gravement blessé. Les autorités démentaient. Reporterre a mené l'enquête. Disons-le tout net : après trois jours d'enquête, les témoignages décrivant comment la police aurait causé un blessé grave lors de l'évacuation de la faculté de Tolbiac, vendredi 20 avril, se révèlent fallacieux. Et reprenons le fil de l'enquête que Reporterre a menée depuis ce vendredi matin agité, pour s'approcher de la réalité.

Après plus de trois semaines d'occupation par des étudiants et des personnes de passage, la faculté de Tolbiac, érigée en « commune libre », était devenue la tête de pont du mouvement étudiant de refus de la réforme d'entrée à l'université dite « Parcours sup ». Onze jours après le début d'une intervention militaire violente sur la Zad de Notre-Dame-des-Landes (plus de 272 blessés chez les défenseurs et près de soixante chez les gendarmes, dont quatre graves par leurs propres armes), et au lendemain d'une manifestation interprofessionnelle marquée elle aussi par des violences policières, le gouvernement lance l'évacuation de la faculté de Tolbiac.

[► Lien vers l'article](#)

Le Parisien

23 avril 2018

Article à propos du Campus Condorcet

Aubervilliers : première pierre du campus Condorcet, le «Harvard français»

Les premiers bâtiments du campus Condorcet, dédié aux sciences sociales et humaines, seront livrés à l'été 2019 à Aubervilliers. La rentrée du pôle parisien Porte de la Chapelle est prévue en 2022. C'est au son des marteaux-piqueurs que la première pierre du campus Condorcet a été posée ce lundi matin à Aubervilliers, en présence de Frédérique Vidal, la ministre de l'Enseignement supérieur. Un acte purement symbolique puisque les travaux ont débuté dès 2014 dans le quartier du Landy, à une centaine de mètres du métro Fort d'Aubervilliers. Ce pôle universitaire, dont l'investissement public est chiffré à 450 M€, est présenté comme le Harvard français et doit devenir en Europe « la fine fleur des sciences sociales et humaines », décrit Frédérique Vidal. Ce dernier accueillera sur 6,5 ha près de 5 000 étudiants en master, doctorants, et enseignants chercheurs, issus de onze établissements ou écoles d'enseignement et de recherche, dont le CNRS ou l'Institut national d'études démographiques.

[► Lien vers l'article](#)

Le Monde Campus

23 avril 2018

Occupation de Tolbiac : une enquête pour dégradations en réunion a été ouverte

L'enquête a été ouverte après le dépôt d'une plainte du président de l'Université Paris-I, Georges Haddad. Des centaines de milliers d'euros de dégâts... Une enquête pour dégradations en réunion a été ouverte vendredi, après l'évacuation du site universitaire parisien de Tolbiac, lieu emblématique de la mobilisation contre la réforme de l'accès à l'Université, a-t-on appris dimanche de source judiciaire. Evacuation de Tolbiac : pas de "blessé grave" dans les hôpitaux de Paris, selon l'AP-HP. Cette enquête a été ouverte après le dépôt d'une plainte par le président de l'Université Paris-I, Georges Haddad, révélé par le "JDD". Les investigations ont été confiées à la Sûreté territoriale, a précisé la source judiciaire. "Nous faisons appel au droit". "Avec cette plainte, il s'agit de défendre l'institution et l'image de Paris-1 Panthéon Sorbonne", a expliqué Georges Haddad, président de l'université Paris-1 Sorbonne, dont dépend Tolbiac.

[► Lien vers l'article](#)

L'Humanité

22 avril 2018

Tolbiac : une évacuation et de nombreuses questions

Si l'université de Tolbiac a bien été évacuée par une intervention policière impliquant une centaine de CRS, le 20 avril à l'aube, cela ne s'est pas fait sans incidents contrairement à ce qu'annonce la préfecture de police.

Vendredi, à 5 heures du matin, la police investit le campus de Tolbiac et met dehors ses occupants. Pour la préfecture, « l'évacuation [...] s'est déroulée dans le calme et sans aucun incident », mis à part l'interpellation d'une personne, accusée d' « outrage et rébellion ».

Les étudiants présents déclarent s'être fait frapper, trainer au sol, insulter et avoir vu leurs affaires dégradées par les policiers. Dans la journée qui suit l'expulsion, des témoignages qualifiés de « rumeurs » par les autorités commencent à circuler, sur les réseaux sociaux et dans la bouche des occupants expulsés. Le compte Twitter « Commune libre de Tolbiac » parle en milieu de journée de « trois blessés graves à l'hôpital ».

[► Lien vers l'article](#)

Le Figaro.fr

22 avril 2018

Évacuation de Tolbiac: rien n'indique qu'il y ait eu un blessé grave

Alors que des rumeurs circulent depuis vendredi, notamment sur les réseaux sociaux, l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) a affirmé samedi qu'aucun "blessé grave" n'a été conduit dans ses services après l'évacuation par la police du site universitaire de Tolbiac vendredi matin.

L'AP-HP dément fermement les rumeurs selon lesquelles un blessé grave aurait été conduit dans l'un des services de l'AP-HP à la suite de l'évacuation de Tolbiac", a indiqué sur Twitter l'institution qui gère 35 hôpitaux en Ile-de-France. Après avoir indiqué vendredi matin que l'évacuation d'une centaine d'occupants à Tolbiac s'était déroulée "dans le calme, sans incident", la Préfecture de police (PP) a réaffirmé vendredi soir après les "nombreuses rumeurs" qu'"aucun blessé grave qui puisse être en lien avec cette opération d'évacuation" n'avait été hospitalisé.

Mais la rumeur, évoquant tantôt un étudiant ou un migrant gravement blessé à la tête après une chute, voire plongé dans le coma, a continué de se répandre sur les réseaux sociaux, où on peut également lire que la victime présumée aurait été admise à l'hôpital Cochin à Paris (XIVe). Une source hospitalière a certifié à l'AFP qu'aucun patient correspondant au profil décrit n'avait été hospitalisé aux urgences ou en réanimation dans cet établissement vendredi.

[► Lien via Europepress](#)

L'Obs

20 avril 2018

La fac de Tolbiac évacuée par les policiers et fermée jusqu'en septembre

Selon Florian Michel, le directeur du site, cité par BFMTV, la facture des dégâts s'élèverait entre 600.000 et 800.000 euros. Réveil musclé. Les forces de l'ordre ont lancé vendredi au petit matin une vaste opération pour lever le blocage de l'université de Tolbiac à Paris, lieu emblématique de la mobilisation contre la réforme de l'accès à l'université, a constaté une journaliste de l'AFP. Au moins une centaine de CRS ont pénétré à 5 heures du matin sur le site, une tour de 22 étages occupée depuis le 26 mars, essuyant notamment des jets de bouteilles de verre et autres projectiles dans une ambiance très tendue. A la fac de Tolbiac : "Là où il y a des humains, il y a du sexe" L'opération a pris fin vers 6 heures et s'est soldée par une interpellation pour outrage et rébellion, selon la préfecture de police à l'AFP. Une centaine de personnes qui occupaient cette tour ont quitté les lieux dans le calme. L'opération s'est déroulée "dans le calme" et sans "incident", a assuré la préfecture de police.

[► Lien via Euroresse](#)

Le Monde Campus

19 avril 2018

Pourquoi il est difficile de faire intervenir les forces de l'ordre sur le campus de Tolbiac

Malgré la demande du président de l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, la préfecture de police juge l'opération périlleuse en raison de la configuration des lieux.

« Partout nous rétablirons l'Etat de droit et en particulier dans les facultés, où une minorité empêche les étudiants de passer leurs examens » : le ministre de l'intérieur Gérard Collomb a annoncé la couleur à l'Assemblée nationale, mercredi 18 avril, lors des questions au gouvernement. Depuis plus de trois semaines, la mobilisation contre la loi « orientation et réussite des étudiants » (promulguée début mars et accusée de mettre en place la sélection à l'entrée de l'université) perturbe le fonctionnement d'une quinzaine d'universités. Quatre sont toujours totalement bloquées, et des étudiants de « Sciences-Po » ont rejoint le mouvement mercredi 18 avril. Plusieurs présidents d'universités touchées ont déjà fait intervenir les forces de l'ordre pour évacuer des étudiants, notamment à Strasbourg, Nanterre ou la Sorbonne. D'autres ont déclaré y songer, afin d'assurer la sécurité et permettre la bonne tenue des examens.

[► Lien vers l'article](#)

Le Point

19 avril 2018

Blocus de l'université de Tolbiac : les zadistes vont à la fac !

« Le Point » a passé une semaine avec les « révolutionnaires » de l'université de Tolbiac, occupée depuis le 26 mars et décrétée « Commune libre de Tolbiac ». Dr. Martens aux pieds, cheveux colorés ou en partie rasés, vêtements dépareillés, les occupants de la « Commune libre de Tolbiac » font la fête, ivres de musique, de bière et d'utopies révolutionnaires. Ils célèbrent, ce mercredi 11 avril à 20 heures, la poursuite de l'occupation qui dure depuis bientôt trois semaines. Quelques heures plus tôt, Georges Haddad, le président de l'université, a réclamé au préfet de police l'évacuation des lieux, invoquant des attaques nocturnes à la batte de baseball entre pro et antiblocage, ainsi que la découverte de cocktails Molotov dans le bâtiment. Des cars de CRS se sont alors postés aux alentours de Tolbiac. « Appel à venir à Tolbiac, évacuation imminente », alertent immédiatement les étudiants et les militants d'ultragauche qui les escortent sur les réseaux sociaux. Des centaines de personnes se rendent alors sur le parvis de l'université pour faire bloc. Le siège peut continuer. Chaque nuit passée à la fac sonne ici comme une nouvelle bataille gagnée contre Emmanuel Macron. « Je constate quand même que, dans beaucoup d'universités occupées, ce ne sont pas des étudiants, mais des agitateurs professionnels, les professionnels du désordre », a déclaré le chef de l'Etat le 12 avril.

[► Lien via Europresse](#)

AFP

19 avril 2018

Occupation de Tolbiac: c'est au préfet de choisir si la police doit intervenir (tribunal)

Paris, 19 avr 2018 (AFP) - - C'est au préfet de police de choisir s'il y a lieu de faire intervenir les forces de l'ordre pour évacuer le site universitaire de Tolbiac, à Paris, bloqué depuis le 26 mars, a jugé jeudi le tribunal administratif.

"Il appartient au préfet de police (...) de décider, sous le contrôle du juge, s'il y a lieu (...) de faire intervenir les forces de l'ordre, et de définir le moment et les modalités de cette intervention" sur le site, qui fait partie de Panthéon-Sorbonne (Paris-1), a déclaré le juge des référés du tribunal administratif. Il avait été saisi par le syndicat étudiant de droite UNI, opposé à ce blocage qui s'inscrit dans le mouvement de contestation de la réforme de l'accès à l'université.

[► Lien via Europresse](#)

Le Monde

19 avril 2018

Universités : « La tenue de ces simulacres d'examens est irresponsable »

Dans une tribune au « Monde », un collectif d'universitaires de Paris I-Panthéon-Sorbonne s'élève contre l'instrumentalisation des examens par le gouvernement. Collectif

Tribune. Une colère gronde sur nos campus, les assemblées générales accueillent un public de plus en plus nombreux, les cours sont suspendus les uns après les autres. Et pourtant, à entendre les déclarations du gouvernement, tous les étudiants passeront leurs examens. Circulez, y'a rien à voir ! Il nous paraît essentiel de revenir sur la situation à laquelle nous sommes toutes et tous confrontés à l'heure des partiels et de rappeler un certain nombre de faits.

En focalisant sa communication sur l'organisation des examens, le gouvernement a imposé aux universités de renoncer à l'organisation sereine et concertée d'évaluations dignes de ce nom, renforçant ainsi les tensions au sein de la communauté universitaire. Dans ce contexte, nous avons été nombreux à nous poser une question centrale : quel sens auraient des partiels alors que certains étudiants n'ont eu qu'un seul mois de cours il y a de cela plusieurs semaines ?

[► Lien via Europresse](#)

France Info.fr

19 avril 2018

Etudiants, chômeurs, militants... On a rencontré les occupants de Tolbiac

"Bonjour, c'est pour quoi ?" Devant la grille de la fac occupée de Tolbiac, lieu désormais emblématique de la mobilisation contre la réforme de l'accès à l'université, Chakir commence à fatiguer. Etudiant en première année de licence administration économique et sociale, le jeune homme est chargé de l'accueil. Et il a fort à faire face au flot incessant des visiteurs, ce mercredi 18 avril.

En quelques minutes, il voit défiler des journalistes étrangers, qui ignorent les consignes interdisant de photographier et de filmer les visages, et des migrants africains, invités à une soupe populaire improvisée. Puis ce sont des étudiants qui arrivent pour les cours et colloques organisés en plein air, dans "les amphis d'été", sur les gradins ensoleillés de "la fosse", la cour d'entrée de Tolbiac. Viennent ensuite des chargés de TD qui ont donné rendez-vous à leurs élèves pour récupérer leurs copies et des intervenants qui cherchent l'amphi où donner leurs conférences. Les agents de sécurité font acte de présence, au milieu des occupants.

[► Lien vers l'article](#)

Europe 1

18 avril 2018

À Tolbiac, les étudiants s'organisent contre les perturbateurs qui ternissent leur image

Europe 1 est allé à la rencontre des étudiants qui occupent depuis trois semaines l'université de Tolbiac. S'ils ne nient pas certains problèmes, ils veulent éteindre les fausses rumeurs.

Tolbiac est-elle devenue un "capharnaüm avec de la violence, de la drogue et même du sexe", comme l'a décrit le président de Paris I Panthéon-Sorbonne, George Haddad. Il décrit une fac dans un état déplorable, et des dérives notamment lors de soirées. Il a demandé à plusieurs reprises l'évacuation de la fac, située dans le 13ème arrondissement de Paris, et occupée depuis plus de trois semaines. Mais du côté des étudiants, on admet certains problèmes, mais on dément vivement les rumeurs. "Il y a de petites embrouilles. Comme partout !" Si Tolbiac est devenue une zone de non-droit - car l'Etat n'y a plus accès - cela ne signifie pas que l'université est devenue un lieu sans règle. Ali n'est pas étudiant, mais il soutient le mouvement. Et le jeune homme tient beaucoup à la propreté dans la cuisine commune. Alors chaque jour, il se rend à l'université pour vider les poubelles, nettoyer et ranger les aliments déposés ici par des soutiens. "Est-ce que c'est le désarroi total ? Non. Il y a des gens qui organisent des soirées, des jeunes boivent de l'alcool, il y a de petites embrouilles. Comme partout ! Mais jusqu'à présent, la fac n'a pas brûlé. Il n'y a pas de sexe, pas de prostitution, pas de prise de drogue dure. C'est des conneries !", affirme-t-il au micro d'Europe 1.

[► Lien vers l'article](#)

L'Humanité

18 avril 2018

« Nous connaissons les occupants : ce sont nos étudiants ! »

Tolbiac est-il à feu et à sang, livré aux « professionnels du désordre » décrits par Emmanuel Macron dimanche ? Loin de ce tableau destiné à effrayer, ici comme dans d'autres facs, l'occupation se veut sereine et même studieuse. Entretien.

Occupé depuis le 26 mars, le site de Tolbiac est devenu « un vrai capharnaüm » où « il se passe des choses qui sont indignes » et où dominent « la violence, la drogue, le sexe même ». Le tableau dressé mardi matin par Georges Haddad, président de l'université de Paris-I dont dépend Tolbiac, a de quoi faire frémir... et justifier l'évacuation par la police, qu'il réclame à cor et à cri depuis le 11 avril. Il vient comme en appui au discours servi par Emmanuel Macron, qui ne veut voir dans les facs occupées que des « professionnels du désordre ». Des discours largement battus en brèche par la réalité, nous explique Marie Cottrell, chercheuse en mathématiques à Paris-I et partie prenante, comme de nombreux enseignants, de la mobilisation contre la réforme de l'université.

[► Lien via Europresse](#)

CNews

17 avril 2018

Georges Haddad était l'invité de Jean-Pierre Elkabbach

L'invité(e) de Jean-Pierre Elkabbach du 17/04/2018

[► Revoir l'émission](#)

20 minutes

17 avril 2018

«Violence, drogue, sexe»: La fac de Tolbiac doit être évacuée selon son président

«La violence, la drogue, le sexe même»: le président de l'université Panthéon-Sorbonne a de nouveau réclamé mardi l'intervention des forces de l'ordre sur le site de Tolbiac, transformé selon lui en «capharnaüm» par les bloqueurs opposés à la réforme de l'université. « Je suis consterné par l'état du centre ». «J'ai du mal à le décrire (le site) tellement je suis consterné par l'état du centre, un vrai capharnaüm. La violence, la drogue, le sexe même. On me l'a dit, et je crois que c'est vrai, il se passe des choses qui sont indignes», a déclaré Georges Haddad sur Cnews.

S'y tiennent aussi selon lui «des fêtes, ce qu'on appelle les rave-party: le vendredi soir, le samedi soir, des centaines de jeunes viennent festoyer au centre Tolbiac».

Tolbiac, qui fait partie de Panthéon-Sorbonne (ou Paris-1), est occupé depuis le 26 mars par des étudiants et des militants. Il est devenu l'un des lieux emblématiques de la mobilisation contre la loi modifiant l'accès à la fac, qui touche plusieurs sites universitaires en France.

Qualifiant la situation de «préinsurrectionnelle» et craignant «le pire», le président a affirmé «attendre désespérément que le centre soit évacué» par les forces de l'ordre: «J'attends l'intervention policière (...) Vais-je être obligé de faire directement appel au ministère de l'Intérieur?»

[► Lien via Europresse](#)

BFM TV

17 avril 2018

A la Sorbonne, des partiels reportés à cause des blocus

De premiers partiels devaient avoir lieu lundi à l'université de la Sorbonne. Mais ils n'ont pas pu se dérouler, une dizaine d'étudiants venus de Tolbiac ayant bloqué l'entrée en signe de protestation. L'université envisage par conséquent de délocaliser les examens, ou de faire passer certaines épreuves en devoir à la maison. Elle exclue cependant de donner 10/20 à tout le monde.

[► Lien vers la vidéo](#)

AFP

16 avril 2018

Universités: les partiels reportés à Nanterre, nouveau recours de l'UNI à Tolbiac

Nanterre (AFP) - Le mouvement de protestation dans les facultés se poursuivait lundi avec la quasi-totalité de l'université de Nanterre bloquée par des étudiants, entraînant le report des partiels de la journée, tandis que le syndicat étudiant de droite UNI a annoncé le dépôt d'un nouveau recours pour débloquer le site de Tolbiac.

Selon le ministère de l'Enseignement supérieur, quatre universités sont toujours bloquées et entre 10 et 12 sites perturbés par des étudiants opposés à la loi réformant l'accès à l'université.

A Nanterre, université emblématique de région parisienne d'où était partie la contestation en Mai 68, cette semaine est consacrée aux épreuves de contrôle continu, avant une autre période de partiels, plus dense, du 2 au 18 mai.

Mais dès 8H00 du matin, presque tous les bâtiments étaient bloqués. Des banderoles proclamant "La fac n'est pas une boîte de nuit, non à la sélection", ou "Macron, la chienlit c'est lui", étaient accrochées à l'entrée du bâtiment, a constaté une journaliste de l'AFP.

[► Lien via Europresse](#)

L'Obs

15 avril 2018

Facs bloquées : pourquoi mai 2018 n'aura pas lieu

Le mouvement étudiant a marqué des points cette semaine. Mais parviendra-t-il à s'étendre à toutes les facs? On en doute et on vous explique pourquoi.

Jeudi 12 avril au soir, devant la Sorbonne. Au-dessus du porche d'entrée, des fenêtres s'ouvrent, laissant apparaître un drapeau rouge et des grappes de jeunes gens hilares, manifestement fiers de leur effet. Un certain Pierre, sosie de Louis Garrel, venu du campus de Tolbiac occupé, harangue la foule, les mains en porte-voix : "Je crois que nous vivons un moment qui restera dans l'histoire." Son comparse barbu, qui rappelle plutôt Mouloud Achour, insiste sur le "gros symbole" qu'est cette tentative d'occupation du cœur historique de l'université française.

En bas, 300 personnes attendent sur les trottoirs et la chaussée, bloquées par un cordon de CRS. L'étroit boyau de la rue Victor-Cousin compacte les manifestants. Mais le regroupement est un peu trompeur. Quelques mètres plus loin, sur la place de la Sorbonne, il n'y a personne. Malgré les appels à l'aide envoyés sur les réseaux sociaux, la foule ne grossira jamais et les CRS évacueront les manifestants un peu avant 23 heures. Nous laissant l'impression d'avoir participé non à un "moment historique", mais à une reconstitution expresse de Mai-68 avec un petit groupe de figurants très impliqués.

[► Lien vers l'article](#)

Le Figaro

14 avril 2018

La topographie de Tolbiac peu propice aux interventions policières

« LA SITUATION se dégrade et appelle plus que jamais à travailler dans la sérénité. » La crise des universités cristallise visiblement quelque inquiétude chez les professionnels de l'ordre public. « À ce stade, l'ultragauche est à la manœuvre. Elle envoie ses agitateurs professionnels dans les facs, espérant faire coaguler ensemble le mouvement des ZAD, des cheminots et des étudiants », explique un responsable à Beauvau.

Un commissaire chevronné l'avoue : « Le syndrome Malik Oussekin est dans toutes les têtes. Il subordonne les décisions opérationnelles de la hiérarchie jusqu'au ministre. » Malik Oussekin était ce jeune Marocain de 22 ans, mort en 1986, rue Monsieur-le-Prince, à Paris (VIe), à la suite d'une charge de policiers à moto, lors d'une manifestation contre la loi Devaquet. Gérard Collomb n'a pas envie de devenir le nouveau Pasqua. Il sait aussi combien l'affaire de Sivens, avec le décès de Rémi Fraisse en 2014, avait traumatisé Bernard Cazeneuve.

[► Lien via Europresse](#)

Le Figaro

14 avril 2018

Le président de Paris-I : « Les dégradations des lieux sont terribles »

GEORGES HADDAD fulmine. Depuis l'AG du 3 avril, qui a voté le blocage illimité du site de Tolbiac, le bouillonnant président de Paris-I Panthéon-Sorbonne se démène pour sortir de l'impasse. Sans succès. « J'attends », répète ce normalien agrégé de mathématiques, président depuis 2016 de la grande université pluridisciplinaire, répartie sur 26 sites, dont celui de Tolbiac qui accueille 12 000 étudiants de premier cycle en sciences humaines, économie et gestion. Le 9 avril, il a demandé au préfet de police de Paris d'intervenir pour « rétablir le fonctionnement habituel du centre ». Sans réponse jusqu'à aujourd'hui.

Quelle est la situation au centre Tolbiac après dix jours d'occupation ?

Elle ne cesse de se dégrader. Le nombre d'occupants sur le site augmente de jour en jour. Ils sont actuellement entre

200 et 1 600 suivant les heures de la journée. Les dégradations des lieux sont terribles. Elles vont coûter très cher au contribuable. La remise en état va prendre un temps fou.

[► Lien via Europresse](#)

Sud Ouest

14 avril 2018

Dans les facs occupées, système D et entraide pour préparer ses partiels

Calendrier d'examens flou ou inconnu, programmes avortés et cours organisés dans des cafés alentours : dans les facs occupées, les révisions pour les partiels relèvent du parcours du combattant. Comment réviser ses partiels dans une fac occupée ? A Tolbiac ou Toulouse, des étudiants misent sur **le système D et des réseaux d'entraide** pour préparer leurs examens, dont ils ne savent même pas s'ils auront bien lieu.

A la fac de Tolbiac, occupée depuis près de trois semaines par des opposants à la loi sur les nouvelles conditions d'accès à l'université, les premiers partiels de langue sont normalement prévus la semaine prochaine. Mais tous ne pourront pas être organisés normalement. "Tout est mis en œuvre pour qu'ils aient lieu dès lundi, mais c'est à chaque département d'informer les étudiants des lieux, heures et conditions d'examens", indique l'université Panthéon-Sorbonne, dont dépend Tolbiac.

[► Lien vers l'article](#)

Le Point

13 avril 2018

Université : la Sorbonne et Lyon 2 évacuées, Tolbiac résiste

Le mouvement universitaire continue de gronder. Vendredi matin, c'est le campus des Berges du Rhône de l'université Lumière-Lyon 2 qui a été évacué dans le calme, selon des sources concordantes. Le campus est fermé depuis jeudi en raison des blocages étudiants. Les forces de l'ordre ont évacué la quarantaine de personnes qui occupaient les lieux aux alentours de 7 heures, sur demande de la présidente de l'université. Ces personnes ont toutes fait l'objet d'un contrôle d'identité. Une personne a été interpellée, a précisé la préfecture du Rhône dans un communiqué. Des dégradations ont été constatées par les forces de l'ordre, avec la présence de tags et de nombreux débris. Plusieurs barres de fer et des bombes lacrymogènes ont également été retrouvées sur place. « Nous n'avons pas fait procéder à cette évacuation de gaité de cœur, mais la sécurité des personnes qui occupaient les locaux était en jeu, le recours à la force publique était la seule issue », a relevé la présidente de Lyon 2 Nathalie Dompnier lors d'une conférence de presse. La mobilisation étudiante n'entraînera pas « de perturbation majeure pour le deuxième semestre qui va s'achever. Les cours étaient de toute façon suspendus pour les étudiants la semaine prochaine. Une session d'examens commence début mai », a-t-elle précisé. « La reprise des cours est normalement prévue lundi 23 avril. ».

[► Lien vers l'article](#)

Le Figaro Étudiant

13 avril 2018

Comment les universités bloquées vont-elles faire passer les examens ?

Alors que le second semestre touche à sa fin, plusieurs universités sont toujours bloquées par des étudiants qui s'opposent à la loi Vidal. Elles doivent pourtant s'organiser pour la tenue des examens.

«Ma fac est bloquée, comment je vais faire pour passer mes examens?» Cette question, des milliers d'étudiants Français se la posent en ce moment. Inquiets, ils sont nombreux à exprimer leur désarroi sur les réseaux sociaux. Et pour le moment, alors que dans la plupart des universités, les partiels ont déjà commencé, beaucoup d'établissements tardent à leur fournir une réponse.

C'est par exemple le cas de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, dont la plupart des sites sont bloqués depuis plusieurs semaines, et qui répond seulement: «L'université met un point d'honneur à ce que les examens se tiennent dans les meilleures conditions possible.

[► Lien vers l'article](#)

Le Figaro

12 avril 2018

À Paris, Tolbiac « la rouge » sur le qui-vive

Le président de l'université, qui dénonce les blocages émaillés de violences, en appelle aux forces de l'ordre. « En cas de non-intervention des forces de l'ordre, nous envisageons de déposer un nouveau recours, contre la préfecture de police de Paris, cette fois. » Pour Me Henri de Beauregard, avocat de l'UNI, le syndicat étudiant de droite qui, depuis le 5 avril, multiplie les référés liberté pour faire évacuer le site universitaire de Tolbiac, « les choses vont de mal en pis » à l'antenne de la Sorbonne, épicerie parisienne de la mobilisation contre le projet de loi Vidal de sélection à l'université. Le syndicat craint que le site « ne se transforme en une nouvelle ZAD en plein Paris » et l'avocat compte bien faire appel au juge, ce 12 avril, « si la préfecture ne fait pas usage de son pouvoir alors que la situation l'exige ». Mercredi, un communiqué de Georges Haddad, le président de Paris-I, à ses étudiants et personnels, annonçait bien que « la ligne rouge » étant « franchie », il avait demandé « au préfet de police son concours ». Confirmation de la préfecture qui explique avoir été saisie d'une demande du président le lundi 9 avril, mais qu'« il n'y avait pas été donné suite ». Saisie à nouveau deux jours plus tard, le 11, la préfecture n'avait pas encore tranché. Pour Beauvau, le recours à la force, à Tolbiac, pourrait être contre-productif...

[► Lien via Europresse](#)

Challenges

12 avril 2018

Seul face au blocus de l'université

Rencontre avec Georges Haddad, président de Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Comme une dizaine d'autres universités, le centre Tolbiac est bloqué depuis le 26 mars par quelques centaines d'étudiants anti-Macron. Des jeunes « désespérés », selon son doyen. Sentiment qu'il n'est pas loin de partager. Il travaille dans un bureau de rêve 12, place du Panthéon, aile e étage. Il est le président de la prestigieuse université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Et il s'appelle Georges Haddad. Un pur produit de la méritocratie française. Immigré tunisien, juif, élevé à Champigny, alors banlieue communiste de la région parisienne, Georges Haddad le dit simplement : « Les maths m'ont permis de sortir de la pauvreté. » Mais ce jour-là, le 4 avril, son rêve d'une France de l'égalité des chances semble s'évanouir : comme une dizaine d'autres universités, l'un des sites de Paris 1, le centre Pierre Mendès France, alias Tolbiac, est bloqué. Depuis le 26 mars, les 10000 à 12000 étudiants qui suivent habituellement leurs cours de premier cycle dans cette tour de 22 étages au cœur du XIII^e arrondissement de Paris ne peuvent plus y mettre les pieds. Quelques centaines d'occupants les en empêchent. « Il est inadmissible d'occuper ces lieux publics dédiés à l'enseignement et d'empêcher des étudiants de suivre les cours », tempête le président.

[► Lien via Europresse](#)

Le Monde des Grandes Écoles et Universités

11 avril 2018

Article consacré au double-lauréat du Festival du film court de l'université

« Notre court-métrage récompensé deux fois, c'est une belle consécration »

En mars 2018, le court-métrage de Raphaël Sawadogo a décroché deux prix lors du Festival du film court à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Un succès dont il compte bien profiter pour continuer à faire son cinéma. Primé et passionné, il nous livre ses impressions. Cette année encore, l'université Paris 1 met à l'honneur le 7ème art lors de son Festival du film court. L'occasion, pour étudiants et personnels de la faculté, de diffuser leurs créations cinématographiques. Pour cette nouvelle édition, Raphaël Sawadogo rafle la mise. L'étudiant en M2 de Droits des affaires internationales, ne reçoit pas un mais deux prix : le Prix du public, aux côtés de deux autres lauréats, et celui du Jury, présidé par le célèbre réalisateur Patrice Leconte. Son court-métrage *After we have left our homes*, dont il est l'acteur principal et le producteur, a été sélectionné parmi quinze autres productions lors de la séance de compétition du 27 mars 2018. « *C'était assez fou ! Je ne m'y attendais pas du tout, au point que je n'avais même pas préparé de discours* », n'en revient toujours pas Raphaël.

[► Lien vers l'article](#)

France Info

11 avril 2018

Blocage des universités : la préfecture de police dément une demande d'évacuation par la présidence de Paris 1

Le président de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne affirme avoir demandé, mercredi 11 avril, l'évacuation du site de Tolbiac par les forces de l'ordre. Pourtant, la préfecture de police de Paris dément avoir été sollicitée dans la faculté du 13e arrondissement, bloquée depuis plusieurs jours par des étudiants contre la réforme de l'accès à l'université.

"La gravité des violences constatées dans le centre Pierre-Mendès-France ne permet plus d'assurer la sécurité des personnes, (...) la ligne rouge est franchie, explique un communiqué envoyé aux étudiants et aux employés. Dès lors, [Georges Haddad] a demandé au préfet de police son concours pour rétablir le fonctionnement habituel du centre."

Les forces de l'ordre évoquent bien une demande de concours de la force publique aux fins d'évacuation, lundi dernier, à laquelle il n'avait pas été donné suite. Mais *"aucune nouvelle demande n'a été adressée, depuis, à la préfecture de police"*, poursuit le communiqué. Contactée par franceinfo, la direction de l'université n'était pas en mesure de répondre dans l'immédiat.

[► Lien vers l'article](#)

AEF

11 avril 2018

Tolbiac : G. Haddad a sollicité le préfet lundi 9 avril pour procéder à l'évacuation. La préfecture n'a pas donné suite

"La gravité des violences constatées dans le centre Pierre-Mendès-France ne permet plus d'assurer la sécurité des personnes" et le président de l'université **Paris-I** a "demandé au préfet de police son concours pour rétablir le fonctionnement habituel" de Tolbiac, occupé depuis le 26 mars, annonce-t-il dans un message envoyé à la communauté mercredi 11 avril 2018 à 8h. Georges Haddad considère ainsi que "la ligne rouge est franchie". De son côté, la préfecture de Police indique avoir reçu du président "une demande de concours de la force publique aux fins d'évacuation, lundi 9 avril, à la suite des violences de la nuit du 6 au 7 avril", ajoutant qu' "il n'y avait pas été donné suite". "Aucune nouvelle demande n'a été adressée, depuis, à la préfecture de Police", affirme-t-elle dans un communiqué publié ce mercredi.

Newstank

11 avril 2018

Paris 1 : pas d'intervention policière sur le site de Tolbiac malgré la demande de l'université

L'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne « n'a pas réitéré sa demande [d'intervention des forces de l'ordre] auprès de la préfecture de police de Paris après celle formulée le 09/04/2018. Nous n'avons pas eu de retour et estimions qu'elle était toujours valable, la situation n'ayant pas évolué depuis », déclare l'établissement à News Tank, le 11/04/2018 en fin de journée.

La journée du 11/04/2018 a été marquée par des incertitudes quant à une éventuelle intervention policière sur le site de Tolbiac (centre Pierre Mendès France, 13e arrondissement), bloqué depuis le 28/03/2018 dans le cadre du moment de contestation de la loi Orientation et réussite des étudiants.

Le Monde Campus

11 avril 2018

Tolbiac : les étudiants bloqueurs dénoncent l'appel de la présidence aux forces de l'ordre

La présidence de l'université a annoncé mercredi matin qu'il avait demandé l'intervention du préfet de police. Lequel a rappelé qu'il avait reçu cette demande lundi et n'y avait pas donné suite. Aucune intervention des forces de l'ordre n'était prévue sur le site de Tolbiac de l'université Panthéon-Sorbonne (Paris-I), occupé depuis le 26 mars par des étudiants opposés à la réforme de l'accès à l'université, a fait savoir la préfecture de police, mercredi 11 avril. Le président de l'université, Georges Haddad, avait prévenu tôt dans la matinée les étudiants et le personnel de l'établissement, par l'intermédiaire du service de presse, qu'il faisait appel aux forces de police : « *La gravité des violences constatées dans le centre Pierre-Mendès-France ne permet plus d'assurer la sécurité des personnes. Georges Haddad, président de l'université, constant dans sa résolution de ne pas faire appel aux forces de l'ordre sauf en cas d'atteinte grave aux personnes et aux biens, considère que la ligne rouge est franchie. Dès lors, il a demandé au préfet de police son concours pour rétablir le fonctionnement habituel du centre.* » Dans un communiqué publié quelques heures plus tard, le préfet de police Michel Delpuech a dit ne pas avoir « *donné suite* » à la demande d'intervention du président de Paris-I reçue lundi, ajoutant ne pas avoir reçu de « *nouvelle demande* » depuis.

[► Lien vers l'article](#)

Le Figaro

11 avril 2018

À Tolbiac, la résistance s'organise et craint le «bain de sang»

Si l'évacuation par les forces de l'ordre du site de Tolbiac a pour l'instant été ajournée par le préfet de police de Paris, les étudiants préparent leur résistance, entre barricades et leçons d'autodéfense.

Devant la grille fermée par trois cadenas du site de Tolbiac, deux étudiants masqués hurlent la recette du houmous pour empêcher les journalistes de mener à bien leurs interviews. La défiance entre les occupants du site et les journalistes est de mise, ce mercredi matin, à l'heure où Georges Haddad, le président de l'université Paris I Panthéon Sorbonne, a demandé au préfet de Police l'évacuation du lieu par les forces de l'ordre. La tension et la peur d'un «bain de sang» -une expression qui revient dans la bouche de plusieurs étudiants- n'épargnent personne, pas même les plus férus aux insurrections et autres mouvements sociaux. Vers midi, l'annonce du préfet de police tombe: l'évacuation n'est plus à l'ordre du jour. Cette première manche remportée, il reste aux frondeurs de «Tolbiac la rouge» de s'organiser en interne pour préparer au mieux leur défense en cas d'intervention future des CRS.

[► Lien vers l'article](#)

France TV Info

11 avril 2018

Pour contourner les blocages, l'université Paris 1 diffuse des cours sur Facebook live

Plusieurs enseignants dispensent leurs cours sur le réseau social dans cette fac boquée par un mouvement de protestation de certains étudiants.

"Bonjour, je suis dans mon salon." C'est à un cours de droit plutôt atypique que des étudiants de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne ont assisté lundi 9 avril. L'enseignant Bruno Dondero leur a parlé de "droit des sociétés" depuis chez lui, via Facebook live. C'est la dernière astuce trouvée par les professeurs de cette fac pour contourner le blocage de l'université, touchée par le mouvement de protestation contre la réforme de l'accès à l'université.

"Vous voyez derrière moi un crocodile ramené par mon papa d'Afrique", plaisante Bruno Dondero avant d'entamer les choses sérieuses. Son cours a été vu près de 8 000 fois.

[► Lien vers l'article](#)

La Matinale du Monde

10 avril 2018

Dans Tolbiac bloquée par des étudiants : « Il faut une riposte générale »

A quelques voix près, elle a failli devenir la « ZAD [pour zone à défendre] de Tolbiac », lors de l'assemblée générale du lundi 9 avril, qui a réuni un millier d'étudiants. Mais, finalement, « la Commune libre de Tolbiac » reste le nom du mouvement d'occupation étudiant sur le campus de l'université Paris-I. Il débute sa troisième semaine d'existence, avec une teinte de plus en plus politique. « A Tolbiac, c'est plutôt l'esprit Notre-Dame-des-Landes universitaire », peut-on lire sur une banderole à l'entrée du campus, connu pour être un bastion de gauche, avant de pénétrer dans le bâtiment tortueux et son emblématique tour de vingt-deux étages. Son rez-de-chaussée et ses amphithéâtres sont désormais le lieu de vie de quelque 50 à 200 étudiants, présents nuit et jour sur le site bloqué depuis le 26 mars, qui accueille habituellement quelque 10 000 étudiants en sciences humaines.

Retrait de la loi asile et immigration, convergence des luttes avec les cheminots et les hospitaliers contre toutes les réformes de « casse sociale » du président de la République, Emmanuel Macron, grève générale..., les revendications défendues par les étudiants mobilisés dépassent largement le mot d'ordre initial : l'opposition à la sélection à l'université introduite par la loi ORE (orientation et réussite des étudiants), dont l'abrogation est demandée. « On a fait du Centre PMF [pour Centre Pierre Mendès France, le nom officiel de l'université Paris-I, située rue de Tolbiac] un lieu d'organisation politique, cela va au-delà de la loi ORE, c'est un lieu ouvert pour tous ceux qui veulent se battre », souligne une occupante, qui se réjouit de la venue, quelques jours plus tôt, de plusieurs centaines de cheminots qui allaient débiter leur mouvement de grève, pour échanger dans un amphithéâtre.

[► Lien via Europepress](#)

20 minutes

10 avril 2018

Blocage à Tolbiac: Un député LREM agressé par des occupants de la fac

Nouvelles violences à Tolbiac. Le député (LREM) du XIII^e arrondissement Buon Tan dit avoir été violemment pris à partie lundi par des occupants du site de l'université Paris I, avec qui il tentait de dialoguer. « La situation à l'université de Tolbiac est devenue intolérable », estime l'élu dans un communiqué diffusé sur Twitter. Expliquant s'être rendu sur place « pour comprendre les revendications des occupants et établir un dialogue constructif », il dit avoir été confronté à « un refus catégorique de dialoguer, à des jets de projectiles (sucre, papier toilette, jus de tomate) », ajoutant que « sa tablette professionnelle lui a été arrachée et volée ». « Ça a été tout de suite très violent, a déclaré Grégoire Le Taillandier, collaborateur parlementaire du député, au Huffington Post. Certains se sont masqués, ont mis des foulards, on nous a menacés avec un extincteur... Certains se sont mis à crier "Dehors !", "Sale noich", on a eu de tout. Nous sommes partis au bout d'un quart d'heure. »

[► Lien vers l'article](#)

L'Obs

10 avril 2018

Nicolas Offenstadt, prof à Tolbiac : "Les étudiants des facs occupées mènent une juste lutte"

L'historien Nicolas Offenstadt donne un cours alternatif ce mardi matin dans la fac occupée. Il explique pourquoi à "l'Obs".

Historien engagé et maître de conférences à Tolbiac, Nicolas Offenstadt soutient ouvertement les étudiants de la fac occupée Paris-I-Panthéon-Sorbonne dans leur mobilisation contre la loi orientation et réussite des étudiants (ORE), parfois rebaptisée "loi Vidal" ou "Parcoursup" - du nom de la nouvelle plateforme d'admission post-bac. Pour lui, l'occupation d'universités à travers le pays est loin d'être anecdotique. "Je suis profondément opposé à toute forme de sélection à l'entrée de l'université", déclare à "l'Obs" cet universitaire, qui dispensera ce mardi matin un "cours alternatif" aux élèves grévistes. Entretien. La fronde dans les universités s'étend partout en France depuis quelques semaines. Son ampleur est-elle sous-estimée par le pouvoir ? A titre personnel, pourquoi la soutenez-vous ? Je suis profondément opposé à toute forme de sélection à l'entrée de l'université. D'autant plus que c'est un âge où les choix sont encore bien incertains. Il faudrait au contraire tout faire pour que les futurs étudiants ne soient pas sous pression, mais puissent s'orienter sagement. Or, on voit bien que diverses réformes essayent d'introduire une sélection, sous différentes modalités plus ou moins hypocrites. Au lieu de bâtir des systèmes de sélection injustes et absurdes, ne faut-il pas mieux organiser un financement en fonction des besoins, qui sont évidents

[► Lien via Europresse](#)

Le Figaro.fr

9 avril 2018

Fac de Tolbiac: une enquête ouverte après la découverte de cocktails molotov

Une enquête a été ouverte après la découverte hier de cinq cocktails molotov à l'intérieur de la faculté parisienne de Tolbiac, bloquée depuis près de trois semaines par des opposants aux modalités d'accès à l'université, a indiqué aujourd'hui une source judiciaire. Les engins ont été trouvés par un responsable de la sécurité du site devant lequel des échauffourées ont éclaté vendredi soir quand un groupe de jeunes casqués, armés de battes de baseball, avaient lancé des projectiles contre les étudiants bloqueurs. L'enquête, ouverte par le parquet de Paris et confiée à la sûreté territoriale devra déterminer qui est à l'origine de la fabrication de ces engins explosifs, a précisé la source judiciaire, confirmant une information de RMC/BFM TV. Elle vise des faits de "détention de substance, produit incendiaire, explosif ou d'éléments destinés à composer un engin incendiaire ou explosif en vue de préparer une destruction, dégradation ou atteinte aux personnes", a précisé la source.

[► Lien vers l'article](#)

Mediapart

8 avril 2018

Six personnes en garde à vue après des heurts à Tolbiac

Six personnes ont été placées en garde à vue après des heurts survenus en fin de soirée vendredi devant le site de Tolbiac de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, a-t-on appris samedi de source judiciaire.

L'enquête pour violences volontaires en réunion et participation à un groupement préparant des violences ou des dégradations a été confiée au service de l'accueil et de l'investigation de proximité (SAIP) du XIII^e arrondissement, précise-t-on de même source.

Les gardes à vue de ces six personnes ont été prolongées en début de soirée, selon cette même source.

Le site de Tolbiac est bloqué depuis le 26 mars pour protester contre la loi "orientation et réussite des étudiants" (ORE).

[► Lien vers l'article](#)

France Bleu

7 avril 2018

Paris : six interpellations après des violences autour de la fac de Tolbiac

Un groupe d'une vingtaine de personnes s'en est pris ce vendredi soir aux étudiants qui occupent le site de Tolbiac de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Après un quart d'heure d'échauffourées, la police a interpellé six personnes qui ont été placées en garde à vue. Ce vendredi soir, peu après 23h, un groupe d'une vingtaine de personnes dont la plupart étaient "**casquées et armées de bâtons et de bates de baseball**" décrit un porte-parole de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, ont jeté des projectiles - **bouteilles en verre et fumigènes** - à travers les grilles fermées du site de la faculté de Tolbiac. Le site de l'Université est occupé depuis la fin du mois de mars par **des étudiants hostiles à la réforme de l'entrée à l'Université**. Le groupe d'une vingtaine de personnes voulait visiblement s'en prendre à ces occupants qui étaient environ "*300 sur place*" ce vendredi soir d'après cette même source.

[► Lien vers l'article](#)

France Info

7 avril 2018

Six personnes placées en garde à vue après des affrontements sur le site Tolbiac de l'université Paris 1

Six personnes ont été interpellées et placées en garde à vue, après des échauffourées vendredi soir, peu après 23h, sur le site Tolbiac de l'Université Paris 1, dans le 13^e arrondissement de la capitale, a appris franceinfo de source policière samedi 7 avril. Il n'y a pas de blessés, toujours selon cette source. Joint samedi par franceinfo, un responsable de la communication de l'université rapporte qu'"*une vingtaine d'opposants au blocage, casques sur la tête et armés de bates de baseball, de fumigènes et de bouteilles en verre sont venus devant les grilles pour déloger les occupants du centre Tolbiac-Pierre-Mendès-France*", soulignant que "*beaucoup d'étudiants et d'étudiantes ont été choqués*".

[► Lien vers l'article](#)

France 2

7 avril 2018

Journal de 13 h 00

[► Revoir le reportage](#)

BFM TV

6 avril 2018

Tolbiac: "Nous n'allons pas brader les examens et attribuer des notes de complaisance", dit le président de l'université Paris 1-Panthéon-Sorbonne

Les universités Jean-Jaurès (Toulouse), Paul-Valéry (Montpellier) et Paris-8 étaient toujours bloquées vendredi. A Paris, Tolbiac (Paris-1) et Clignancourt (Paris-4) n'assurent plus les cours depuis plusieurs jours, en raison d'un blocage d'étudiants et de militants opposés à la loi sur les nouvelles modalités d'accès à l'université, qui instaure selon eux "la sélection". A Lille, la préfecture, "en plein accord avec la rectrice et le président de l'université", a envoyé des policiers sur le campus de Lille-2 pour assurer "le libre accès de la faculté de droit aux étudiants".

[▶ Lien vers la vidéo](#)

RTL

6 avril 2018

Georges Haddad était l'invité de Bernard Poirette

RTL Soir

[▶ Réécouter l'émission](#)

Le Figaro

6 avril 2018

Dans les facs parisiennes, de Tolbiac à Clignancourt, on rêve de révolution

ÉTUDIANTE sud-coréenne, Eun Jung soupire devant les panneaux du centre universitaire Tolbiac (Paris-I) dans le sud-est de Paris. Plus de cours, nulle part, depuis plus d'une semaine. Elle peut en revanche suivre au choix un exposé sur la « perception genrée du corps », la « révolution russe » ou participer à la cuisine collective du soir, façon camp scout.

Venue de si loin pour prendre des cours de français, la voici plongée dans la culture de l'autogestion, calquée sur Nuit debout, le mouvement emblématique de la loi travail : « Tout le monde parle tout le temps de révolution. L'ambiance était exotique au début, mais là, j'en ai ras le bol . » Ce n'est pas près de s'arranger puisque après les étudiants, les personnels ont également voté ce jeudi matin la « grève illimitée » . Tolbiac « la rouge » , la plus mobilisée en région parisienne, ne faillit pas à sa réputation frondeuse. Ils sont pourtant moins d'une centaine d'étudiants, ce jeudi, à bloquer cette université avec une grande facilité en raison de son architecture : une seule entrée, tous les accès aux étages via des ascenseurs barrés grâce à trois chaises et deux tables... Julie, étudiante en licence de droit et d'histoire, ne s'inquiète pas en dépit des cours annulés : « Les profs font grève avec nous. Ils ne vont sûrement pas nous mettre des bâtons dans les roues pour les examens ! » , affirme-t-elle d'un air entendu. « Enfin, en histoire, parce qu'en droit, les cours continuent... » Si elle soutient le mouvement, c'est « pour les suivants comme (sa) petite soeur, aujourd'hui au lycée. Ils n'ont pas à subir la sélection brutale qui se prépare » .

[► Lien via Europresse](#)

Le Parisien

6 avril 2018

Fronde dans les facs : «J'ai peur que Tolbiac se transforme en ZAD universitaire»

Georges Haddad, le président de l'université Paris-1 Sorbonne, se dit « inquiet » et « en colère », alors que les locaux de Tolbiac qui dépendent de sa faculté sont occupés depuis deux semaines. *LIRE AUSSI* > Trois facs bloquées Quelle est actuellement la situation dans votre université ? Sur les 45 000 étudiants de Paris 1, 30 000 ont cours. Mais le bâtiment de Tolbiac est bloqué par des militants dont le nombre est variable, entre une quarantaine et plusieurs centaines. Quelques milliers d'étudiants en éco, gestion, histoire, mathématiques et informatique, etc. n'ont pas de cours et nous envoient des mails très inquiets. Que leur dites-vous ? Que l'année sera un peu réduite au niveau des contenus, mais il y aura de vrais partiels avec de vraies notes. Et pas 10/20 à tout le monde, ce qui n'aurait aucun sens. Jamais, moi président, je n'autoriserai des partiels au rabais et des notes de complaisance. Comment allez-vous assurer l'organisation des partiels, début mai ? Il est impossible de les envisager à Tolbiac. Nous travaillons avec le rectorat pour obtenir des lieux appropriés pour ces examens. Il est hors de question qu'ils se passent sous tension. Nous annoncerons les lieux en temps et en heure, assez tard pour éviter des débordements. Mes services y travaillent d'arrache-pied. Avez-vous déjà connu une occupation comme celle-ci ? Non. Il y a déjà eu des blocages, mais jamais à ce niveau-là et avec cette dimension politique et idéologique.

[► Lien vers l'article](#)

M6

5 avril 2018

Le 12/45

[▶ Revoir le reportage](#)

CNews

4 avril 2018

Débat du 4 avril 2018 avec Georges Haddad

[▶ Revoir l'émission](#)

Europe 1

4 avril 2018

Georges Haddad était l'invité d'Europe Soir

Faut-il craindre un mouvement de grande ampleur dans les facs de France ?

Les blocages se multiplient dans les facultés de France. Qui sont les "bloqueurs" ? Est-ce un mouvement spontané ou manipulé ? Georges Haddad, président de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et Sophie de Tarlé, rédactrice en chef du "Figaro Etudiant" en discutent.

[▶ Réécouter l'émission](#)

Politis

4 avril 2018

Tolbiac se lance à plein temps dans le mouvement

Réunis en assemblée générale, les étudiants ont voté hier le blocus illimité de l'université « *jusqu'au retrait de la loi d'orientation et réussite des étudiants* », avant de se joindre au cortège des cheminots grévistes, défilant gare de l'Est.

Hier matin à Tolbiac, environ 1 800 personnes étaient présentes en assemblée générale, dans l'amphi N. Parmi elles, des étudiants de Paris 1, mais aussi des professeurs et chargés de travaux dirigés. Ici comme dans une petite quinzaine d'universités, les étudiants bloquent et occupent leur établissement pour réclamer le retrait de la loi ORE (orientation et réussite des étudiants) et de la plateforme Parcoursup. Derrière l'immense bureau de bois, sept étudiants animent les débats, notent les interventions, organisent les tours de parole, limités à deux minutes pour une meilleure fluidité. Les jeunes semblent s'être rôdés à l'exercice depuis une semaine. Tous les journalistes sont acceptés, à condition de ne prendre ni photos ni vidéos. Plusieurs étudiants auraient été violemment pris à partis sur les réseaux sociaux (notamment sur la plateforme jeux-vidéo.com) suite à des diffusions de leur image, certains auraient même reçu des menaces, émanant, entre autres, de groupuscules d'extrême droite.

[► Lien vers l'article](#)

Huffpost

4 avril 2018

À Tolbiac, deux incidents violents font craindre une escalade par l'image

POLITIQUE - La situation s'envenime à Tolbiac, où un blocage illimité a été adopté (d'une courte tête) lors d'une Assemblée générale mardi 3 avril. Une semaine après la mise à sac du local des étudiants juifs de France, *Le HuffPost* a eu confirmation que deux incidents violents sont survenus dans la matinée de mardi, en marge de la mobilisation étudiante. Ceux-ci ont impliqué des membres de l'association étudiante La Cocarde, structure "souverainiste" souvent décrite comme une formation d'extrême droite.

Selon les éléments recueillis par la direction de Paris I, la première altercation a eu lieu vers 9h40. Un groupe d'étudiants membres de la Cocarde sont venus distribuer des tracts devant le principal amphithéâtre bloqué par des étudiants. L'un d'entre eux "a tenté de rentrer dans l'AG". Il a été frappé puis exfiltré par des occupants de la faculté avant l'intervention du service de sécurité de la faculté, toujours selon une source à la direction. Quelques instants plus tard, une seconde altercation, cette fois à l'extérieur de la fac, a opposé plusieurs jeunes.

[► Lien vers l'article](#)

20 minutes

4 avril 2018

Paris: Quel avenir à la fac de Tolbiac après le vote du « blocage illimité » ?

Le jour d'après. Alors que les rideaux de fer sont baissés, une centaine d'étudiants se croisent ce mardi, peu avant 12 heures, à la faculté de Tolbiac (XIII^e arrondissement) annexe de l'université de Paris-I Panthéon-Sorbonne. Certains étudiants assistent à une conférence sur le thème : « Comprendre l'effondrement de notre civilisation moderne. Introduction à la collapsologie ». D'autres s'appêtent à organiser un « atelier banderoles », quand une étudiante s'affaire, elle, à passer la serpillière. C'est son « tour » de ménage. La veille, un « blocage illimité » a été voté en assemblée générale à 497 voix pour, a indiqué le service de presse de l'université, alors que 407 personnes étaient contre. Quelque 900 personnes s'étaient déclarées pour un blocage - mais pas forcément illimité - lors de cette AG qui a rassemblé plus de 1.000 personnes sur les 12.000 que compte le site. « Cette assemblée générale était très bien organisée. Chacun avait un temps de parole à la tribune sur des points précis », se félicite Lucie, 18 ans, en première année de philosophie - sciences politiques. Depuis, l'auto-déclarée et « auto-gérée » « Commune Libre de Tolbiac », s'organise entre les barricades, en attendant l'abandon de la loi sur les nouvelles modalités d'accès à l'université - la loi ORE (Orientation et réussite des étudiants) - considérée comme de la sélection par ses opposants. Non loin d'un drap griffé de la citation « le mouvement est train de prendre c'est (...) la théorie du chaos », des étudiants analysent la situation et espèrent désormais une contagion.

[► Lien vers l'article](#)

Challenges

4 avril 2018

Blocage des Universités: la colère du président de Paris 1

Le centre Tolbiac de l'université Paris 1 est bloqué depuis plus d'une semaine par des étudiants opposés à la réforme universitaire Parcoursup. Le Président de l'université, Georges Haddad, raconte sa colère, son désarroi et sa solitude. Voilà plus d'une semaine que le centre Pierre Mendès France, alias Tolbiac, l'un des principaux sites de l'université Paris 1, Panthéon-Sorbonne, puisqu'il accueille entre 10 et 12 000 étudiants de premier cycle, est bloqué par des étudiants opposés à la réforme universitaire Parcoursup, dont ils craignent qu'elle n'instaure une sélection à l'entrée. Des échauffourées ont eu lieu hier soir. Le mouvement semble se répandre et la tension monter. Le président de cette université aux 42 000 étudiants, Georges Haddad, témoigne.

[► Lien vers l'article](#)

Europe 1

3 avril 2018

Université Paris I : la fac de Tolbiac vote le "blocage illimité"

La faculté de Tolbiac, occupée depuis la semaine dernière, a voté par 497 voix contre 407 le "blocage illimité" du site, mardi.

La faculté parisienne de Tolbiac, qui dépend de l'université de Paris I, a voté mardi en assemblée générale le "blocage illimité", dans le cadre du mouvement contre la nouvelle loi sur l'entrée à l'université, considérée comme de la sélection par ses opposants.

Un blocage illimité voté à 497 voix contre 407. Ce blocage a été voté à 497 voix pour, a indiqué le service de presse de l'université Panthéon-Sorbonne, alors que 407 personnes étaient contre. Quelque 900 personnes s'étaient déclarées pour un blocage, mais pas forcément illimité, lors de cette AG qui a rassemblé un gros millier de personnes.

[► Lien vers l'article](#)

Les Échos

3 avril 2018

Université de Tolbiac : ce que disent les pro et anti blocus

REPORTAGE - Les étudiants du site Tolbiac de l'université Paris 1-Panthéon Sorbonne ont voté ce mardi un blocage « illimité » jusqu'au retrait de la loi sur l'orientation et la réussite des étudiants. La question des examens partiels qui approchent est dans toutes les têtes.

A l'entrée de l'amphi « N », là où les étudiants tiennent leurs assemblées générales, une toile blanche taguée « Commune libre Tolbiac » donne le ton. Sur les réseaux sociaux, le compte « CLT » est dédié à l'occupation du centre Pierre Mendès France.

Ce site de l'université Paris 1-Panthéon Sorbonne est fermé depuis la semaine dernière . Au rez-de-chaussée de cette tour de 22 étages qui accueille en temps normal 10.000 étudiants en sciences humaines (histoire, philosophie...), mathématiques, informatique, gestion ou économie, 1.800 étudiants, selon les organisateurs, forment ce mardi matin une foule compacte.

Des étudiants se succèdent à la tribune. L'approche des examens est dans toutes les têtes. « On est à deux semaines des vacances et après, c'est les partiels ! », lance une étudiante. Elle appelle, comme dans d'autres universités occupées, à voter le principe du « 10 améliorable », qui reviendrait à minima à mettre une note de 10 sur 20 à tous les étudiants aux examens partiels.

[► Lien vers l'article](#)

France Culture

30 mars 2018

Georges Haddad était invité des Matins de France Culture

Réforme de l'Université : pourquoi ça bloque

[▶ Réécouter l'émission](#)

BFM Paris

30 mars 2018

A Tolbiac, le blocage maintenu au moins jusqu'à mardi

[▶ Revoir la vidéo](#)

France 3

29 mars 2018

Le Grand Soir 3

[▶ Revoir la vidéo](#)

I24 News

29 mars 2018

Le Grand Live

[▶ Revoir la vidéo](#)

Huffpost

30 mars 2018

Parcoursup: le réquisitoire du président de Paris 1-Sorbonne contre la lettre de motivation

PARCOURSUP - Au plus haut niveau de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, on découvre peu à peu "les méandres d'un processus pas facile à mettre en place". Lors d'une conférence de presse sur le blocage du site de Tolbiac, jeudi 29 mars, le président de l'établissement et mathématicien Georges Haddad ne s'est pas gêné pour critiquer au passage la nouvelle plate-forme d'affectation des étudiants, Parcoursup -contre laquelle sont justement mobilisés (entre autres) les étudiants contestataires. "Ça va être une année très compliquée, très complexe", a prévenu l'universitaire qui s'inquiète de l'équité et de la transparence du processus.

Fait plutôt rare, le président de l'université a avoué mettre lui-même la main à la pâte pour pallier certains travers du processus. *Comme vous pouvez le voir dans notre vidéo en tête d'article*, Georges Haddad offre son aide aux personnes modestes de son entourage pour la rédaction de lettres de motivation, l'une des prérogatives du nouveau procédé d'affectation. "Et s'ils ne sont pas pris, ça va être de ma faute!", souligne le président en relevant l'absurdité du système. Ce dernier n'accepte pas que certaines familles soient indirectement écartées, faute de moyens pour payer des centaines d'euros à des "officines" qui offrent des lettres déjà écrites "aux plus fortunés".

[► Lien vers l'article](#)

Le Point

30 mars 2018

À Tolbiac, un blocage tendu mais déterminé

REPORTAGE. L'antenne de la Sorbonne-Paris-1 milite contre la sélection à l'université et rêve d'une convergence des luttes. L'ambiance n'est pas très studieuse ce matin à l'antenne de la Sorbonne rue Tolbiac, dans le 13^e arrondissement de Paris. Dans le hall d'entrée carrelé, quelques étudiants au visage marqué par les cernes déambulent en jogging. Les vigiles, eux, discutent comme si de rien n'était. Mais aucun professeur à l'horizon. Depuis mercredi 21 mars, le Centre Pierre-Mendès-France (12 000 étudiants en temps normal) est bloqué par une partie des étudiants et les cours sont arrêtés. Le site de Tolbiac a emboîté le pas à d'autres universités comme Montpellier, Lille et Toulouse pour protester contre la réforme de l'accès à l'université adoptée en février. Ces derniers jours, d'autres facultés ont rejoint le mouvement comme Nantes, Strasbourg, Aix-Marseille, Paris-Diderot, Lyon, Rouen et Bordeaux.

La loi ORE (orientation et réussite des étudiants), initiée par la ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, vise notamment à remplacer le système de tirage au sort des étudiants par une sélection en fonction de leurs compétences. Dénoncée par les syndicats d'étudiants et de professeurs, la réforme doit permettre de désengorger les universités.

[► Lien vers l'article](#)

France Bleu
30 mars 2018

Universités en grève : à Paris, le président de l'Université Paris-1 craint que la situation dégénère

A Paris, le site de Tolbiac (université Panthéon-Sorbonne), fermé depuis lundi 26 mars 2018, devrait le rester jusqu'au mardi 3 avril. Le président de l'Université Paris-1, Georges Haddad, dit craindre que la situation "dégénère". Jeudi, il n'exclut pas de devoir faire appel à la police. Les incidents et les blocages se multiplient dans les universités un peu partout en France. Souvent commencés pour dire non à la loi ORE (Orientation et réussite des étudiants), les blocus ont pris de l'ampleur après la violente agression contre des étudiants à Montpellier.

A Paris, le site de Tolbiac (université Panthéon-Sorbonne) est fermé depuis lundi 26 mars 2018. Les étudiants ont voté jeudi la reconduction de leur blocus jusqu'au mardi 3 avril. Une nouvelle assemblée générale se tiendra le matin à 9h pour décider du prolongement ou non de la fermeture du centre.

[► Lien vers l'article](#)

Newstank
29 mars 2018

Paris 1 : G. Haddad souhaite un plan d'urgence pour le site de Tolbiac et des moyens pour la sécurité

« Je fais un appel aux autorités pour repenser la viabilité du site de Tolbiac en tant que centre universitaire de premier cycle. Ce site n'est plus adapté et ne permet pas de prévenir les risques. Pour l'instant, nous avons évité des catastrophes, mais jusqu'à quand ? Je demande donc un plan d'urgence avec des moyens permettant d'assurer la sécurité des personnels, enseignants et surtout des étudiants », déclare Georges Haddad, président de l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, le 29/03/2018. Il réagit à la situation de blocage du site Pierre Mendès-France par des étudiants et personnels opposés à la loi ORE, ayant conduit à sa fermeture administrative le 28/03/2018. Autre événement intervenu le même jour : le saccage, à caractère antisémite, d'un local de l'UEJF situé au 15 étage de la tour, pour lequel l'université a porté plainte.

Huffpost

29 mars 2018

Entre agressions et blocages, le ton monte dans les universités françaises

Alors que les examens approchent et que la délicate réforme de l'enseignement supérieur commence à s'appliquer. UNIVERSITES - Incidents et blocages se multiplient au sein des universités et ont pris de l'ampleur après la violente agression contre des étudiants à Montpellier, alors que les examens approchent et que la délicate réforme de l'enseignement supérieur commence à s'appliquer.

"Pour le moment, le mouvement reste très localisé sur certains sites, avec des motivations différentes. La situation est en constante évolution", déclare Franck Loureiro, secrétaire général du Sgen-CFDT, première organisation du personnel de l'enseignement supérieur.

A Toulouse, des sites de l'université Jean-Jaurès (sciences humaines) sont bloqués depuis plusieurs semaines pour protester contre le projet de fusion avec d'autres établissements de la ville et contre la loi sur les modifications d'accès à l'université (loi ORE, Orientation et réussite des étudiants), accusée d'instaurer un système de sélection.

[► Lien vers l'article](#)

Le Figaro.fr

29 mars 2018

Occupation de Tolbiac: le président craint que la situation «dégénère»

Le président de l'université Panthéon-Sorbonne craint que la situation "dégénère" sur le site de Tolbiac, occupé depuis une semaine par des opposants à la nouvelle loi sur les universités, et n'a pas exclu de "faire appel à la police", a-t-il indiqué. "Je serai obligé de le faire si cela perdure et si l'intégrité physique des personnes est menacée", a déclaré Georges Haddad lors d'un point presse. "Je crains que cela dégénère", a-t-il dit, ajoutant que le site comptait des accès qui ne peuvent pas être contrôlés. L'équipe de sécurité compte 6 à 8 personnes dans la journée et 3 à 4 pendant la nuit, en raison d'"un budget qui a fondu".

Le président souhaité un "dialogue" avec les occupants du site de Tolbiac et appelé l'État à renforcer l'équipe de sécurité qui, selon lui, est "épuisée". Il a en également "appelé aux autorités pour repenser la viabilité du site de Tolbiac, qui n'est plus adapté au premier cycle" universitaire. Le site Tolbiac-Pierre-Mendès-France de Paris I est occupé depuis le début de la semaine par des opposants à la loi sur les nouvelles modalités d'accès à l'université, la loi ORE (Orientation et réussite des étudiants). Une assemblée générale rassemblant quelques centaines de personnes a voté jeudi une reconduite du blocus jusqu'à au moins mardi. Environ 120 personnes y restent la nuit pour l'occupation, selon la direction de l'université.

[► Lien vers l'article](#)

France TV Info

28 mars 2018

Un local de l'Union des étudiants juifs de France saccagé à l'université Paris-I

La pièce saccagée se trouve au 15^e étage du centre Tolbiac de Paris-I, occupé depuis plusieurs jours par des étudiants demandant le retrait des lois ORE (Orientation et réussite des étudiants) et Asile-immigration. "Local sioniste raciste anti-goy", "Palestine vaincra"... Un local utilisé par l'Union des étudiants juifs de France (UEJF) a été saccagé sur le site Tolbiac de l'université Paris-I et ses murs recouverts d'inscriptions "à caractère antisémite", a indiqué le président de l'association, mercredi 28 mars. "Alors que le site est occupé par des étudiants d'extrême gauche, notre local a été saccagé, une armoire jetée à terre, avec sur le mur des inscriptions 'A mort Israël', 'vive Arafat'", a précisé Sacha Ghozlan à l'AFP. La pièce se trouve au 15^e étage du centre Tolbiac-Pierre-Mendès-France de Paris-I, occupé depuis plusieurs jours par des étudiants demandant le retrait des lois ORE (Orientation et réussite des étudiants) et Asile-immigration.

[► Lien vers l'article](#)

Le Point

27 mars 2018

Blocage d'université : le site Tolbiac de Paris-I fermé jusqu'à jeudi

Le site Tolbiac-Pierre-Mendès-France de l'université de Paris-I est bloqué par des étudiants opposés, notamment, à la nouvelle loi sur les universités.

Le site Tolbiac-Pierre-Mendès-France de l'université de Paris-I est fermé depuis lundi soir et rouvrira jeudi matin, « par mesure de sécurité » après des blocages conduits par des étudiants opposés à la nouvelle loi sur les universités, a-t-on appris mardi auprès de l'établissement. Ce site de Paris-I (Panthéon-Sorbonne), qui accueille notamment les étudiants de première année en sciences humaines, droit et économie, « est occupé dans le calme par une cinquantaine d'étudiants », selon l'établissement. Paris-I « prend toutes les mesures pour assurer la sécurité des personnes et des biens pendant ces quelques jours, raison pour laquelle elle a décidé de fermer ses portes », ajoute l'université.

[► Lien vers l'article](#)

Le Monde des Grandes Écoles et Universités

27 mars 2018

Article à propos de l'EUR REDPOP

L'EUR REDPOP, réseau universitaire de recherche en démographie et sciences de la population, lauréate du PIA3

Le projet REDPOP (Réseau Universitaire de Recherche en Démographie et sciences de la Population), porté par l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et l'Ined et soutenu par 6 universités, 8 écoles doctorales et 10 unités de recherche*, figure parmi les 29 lauréats du volet des programmes d'investissements d'avenir relatifs aux écoles universitaires de recherche (EUR).

Gérée par l'Agence nationale de la recherche, l'initiative EUR a l'ambition de « renforcer l'impact et l'attractivité internationale [...] dans un ou plusieurs domaine(s) scientifique(s) en rassemblant des formations de master et de doctorat adossées à un ou plusieurs laboratoires de recherche de haut niveau ». L'objectif est de promouvoir en France le modèle des graduate schools en associant universités et organismes de recherche et en consolidant les liens avec les acteurs économiques. Ce modèle vise à renforcer l'approche recherche au sein des formations à partir du master et à favoriser la lisibilité des filières à l'international en créant un continuum entre master, doctorat et insertion professionnelle.

[► Lien vers l'article](#)

AEF

22 mars 2018

"Université de Paris" : six présidents parisiens font de la prise de ce nom un "casus belli" (Jean-François Balaudé)

"Nous sommes ravis qu'USPC ait obtenu son idex, et j'insiste sur ce point. Mais nous aimerions que tout le monde revienne à la raison sur la question du nom de cette future université fusionnée !", explique à AEF Jean-François Balaudé, président de Paris-Nanterre, mercredi 21 mars 2018, s'exprimant au nom de six universités parisiennes. Les présidents de Paris-I, Paris-II, Paris-VIII, Paris-Dauphine, Paris-Sud et Paris-Nanterre ont en effet envoyé un courrier à la ministre Frédérique Vidal pour s'insurger contre la volonté d'USPC de prendre le nom d'"Université de Paris" (lire sur AEF). "Nous en faisons vraiment un casus belli."

Jean-François Balaudé rappelle que ce sont les 13 universités parisiennes qui ont en héritage L'Université de Paris qui a existé de 1896 à 1970 : "Nous sommes toutes Université de Paris ! Aucune ne peut capter le nom pris absolument ! C'est comme si les 5e et 6e arrondissements de Paris décidaient de fusionner et de s'appeler 'Paris', laissant aux autres le soin de s'appeler '7e' ou '8e arrondissement de Paris'.

Enseignants – chercheurs, professeurs et maîtres de conférence

France Culture

9 mai 2018

Avec Marie-Anne Cohendet, enseignante-chercheuse en droit public

Réformer la constitution : pour quoi faire ?

Le projet de loi de réforme constitutionnelle est présenté ce mercredi en Conseil des ministres. Introduction d'une dose de proportionnelle, réduction du nombre de parlementaires, écologie, justice ou encore décentralisation... que prévoit ce projet de loi ? Qu'est-ce que cela va changer ?

L'efficacité est-elle retenue au détriment du pouvoir législatif ? Avec nous, pour en parler, **Marie-Anne Cohendet**, constitutionnaliste, professeure de droit public à Paris I - Panthéon-Sorbonne.

[► Lien vers l'émission](#)

The Conversation

11 mai 2018

Avec Jérôme Caby, professeur à l'IAE

Rachat de Mövenpick par Accor : la poursuite d'une financiarisation réussie de la stratégie

Le 30 avril 2018, AccorHotels a annoncé le rachat du groupe hôtelier suisse Mövenpick. Cette prise de contrôle est une nouvelle illustration d'une financiarisation réussie de la stratégie de cette entreprise, c'est-à-dire au service simultanément de son développement et de la création de valeur pour ses actionnaires. Un exemple à analyser, car cette financiarisation est dépourvue de la connotation négative qui lui est souvent attribuée.

Les exemples de financiarisation malheureux existent, comme en témoignent les situations de SoLocal (ex pages jaunes) ou Vivarte (ex groupe André). Ils rappellent que les excès de la financiarisation peuvent se faire aux dépens de l'intérêt social de l'entreprise et de ses parties prenantes, y compris ses actionnaires. Mais que signifie exactement le terme « financiarisation » ?

La financiarisation renvoie à l'application des préceptes de la finance moderne au management des entreprises, afin d'optimiser leurs performances financières. Elle consiste à tenter de maximiser l'équilibre rentabilité – risque dans une perspective actionnariale.

De façon schématique et concrète, cela conduit à mettre en œuvre une batterie de mesures qui, tout en n'étant que rarement de natures financières, renvoient à un raisonnement sous-jacent d'optimisation du couple rentabilité-risque. On peut tenter de classer ces mesures par catégories d'objectifs visés, comme le montre l'analyse du cas du groupe Accor.

[► Lien vers l'article](#)

Le Monde

9 mai 2018

À propos de la disparition de Jean Gayon, professeur émérite en philosophie et histoire des sciences

Jean Gayon

Jean Gayon, mort le 28 avril à Paris, a contribué à renouveler les méthodes de l'histoire des sciences au cours d'une carrière consacrée à éclaircir la théorie de Darwin et l'histoire de la génétique en France. Reçu à l'agrégation de philosophie en 1972 et devenu professeur de lycée, il retourne neuf ans à l'université pour devenir biologiste, obtenant le diplôme d'études approfondies d'évolution de Paris-VII en 1983. Sa double formation de philosophe et de scientifique lui donne un pouvoir de pénétration exceptionnel dans l'histoire de la biologie, à laquelle il consacre les trente années suivantes.

Il soutient en 1989, sous la direction de François Dagognet, une thèse sur « la théorie de la sélection naturelle : Darwin et l'après-Darwin », étude éclairante sur les contradictions du darwinisme avec les conceptions de l'hérédité du XIXe siècle et leur résolution par la génétique au XXe siècle. Elle est publiée en anglais aux presses universitaires de Cambridge en 1989. L'accueil d'un Français dans le cercle très fermé des « études darwiniennes », jusqu'alors réservé aux chercheurs anglo-saxons, est un événement dans le monde de l'histoire des sciences.

[► Lien vers l'article](#)

The Conversation

6 mai 2018

Avec Christine Noiville, chercheuse en droit à l'ISJPS, Emmanuel Picavet, professeur de philosophie à l'ISJPS, Joel Moret-Bailly, chercheur associé à l'ISJPS et Sandra Laugier, professeure de philosophie du langage à l'ISJPS

La modification des pratiques et des règles par les big data en santé dans un contexte mondialisé

La collecte, le traitement et l'emploi des mégadonnées sont en train, *via* les techniques du numérique, de modifier les pratiques dans le domaine de la santé ainsi que leurs modalités de régulation normative. Le projet que nous menons sur ces *big data*, à l'Institut des Sciences juridique et philosophique de la Sorbonne (ISJPS), ambitionne d'analyser ces évolutions.

Une politique volontariste tant française qu'européenne

Ces évolutions sont encouragées par une politique volontariste tant au niveau national qu'européen dans l'objectif d'améliorer les connaissances sur les maladies et les moyens de les soigner. **L'Etat français** défend une politique publique qui se traduit depuis 2012 par le choix de lier ce qu'il appelle les « Stratégies », Stratégie de recherche, Stratégie de santé, Stratégie des industries de santé, Stratégie numérique, Plan France médecine génomique 2025 et plus récemment Stratégie nationale en intelligence artificielle, en vue de mieux les articuler entre elles. Elles entendent accélérer le passage des nouvelles connaissances à leur application aux malades et faire de « la recherche un levier de croissance et de compétitivité en irriguant la filière par l'innovation ».

[► Lien vers l'article](#)

L'Obs

6 mai 2018

Avec Pascal Ory, professeur émérite en histoire contemporaine

"Mai-68 a révélé brutalement la nature de la censure gaulliste"

Dans une France où l'État gaulliste contrôlait de près la parole artistique et médiatique, les contestations de Mai-68 ont très vite permis de faire reculer la censure. Inaugurant une spectaculaire "libération culturelle".

Vous avez écrit dès 1983, dans votre livre "l'Entre-deux-mai" (1), que Mai-68 a été "un échec politique mais une réussite culturelle". Quelle place la libération de la parole dans les médias et les arts tient-elle dans ce que vous appelez la "révolution culturelle" de l'après-Mai ?

Cette libération, et le reflux conjoint de la censure, sont d'excellents marqueurs des profondes transformations qui affectent dès lors la société française. Chaque époque a ses avant-gardes, politiques et culturelles, mais toutes ne s'imposent pas, tant s'en faut ; les avant-gardes révélées par Mai-68 ont pour leur part "réussi" de façon spectaculaire.

[► Lien vers l'article](#)

La Tribune

5 mai 2018

Avec Isabelle Sommier, professeure en sociologie

Mai 68 : l'émancipation ou la mondialisation au pouvoir ?

[Replay 28'] La Tribune publie chaque jour des extraits issus de l'émission "28 minutes", diffusée sur Arte. Aujourd'hui, mai 68... l'émancipation ou la mondialisation au pouvoir ? Il y a 50 ans, la police évacuait 500 étudiants qui occupaient la faculté de la Sorbonne. Les arrestations qui suivirent provoquèrent les premières manifestations. Le 3 mai 1968, le premier pavé était lancé et le Quartier latin s'embrasait. Mai 68, symbole d'une émancipation pour certains ou d'une perte de valeurs pour d'autres, nourrit les imaginaires de trois générations. Alors que les étudiants bloquent aujourd'hui les universités et que les syndicats de cheminots appellent à la convergence des luttes, quel est l'héritage de ce mouvement social ?

Pour en discuter, nous recevons Romain Goupil, cinéaste, Patrick Buisson, politologue et Isabelle Sommier, professeure de sociologie à l'université Paris-I-Panthéon Sorbonne.

[► Lien vers l'article](#)

The Conversation

3 mai 2018

Avec Bruno Tinel, maître de conférences en sciences économiques

Emmanuel Macron: president of the ‘liquid’ society

As a banker for Rothschild & Co from 2008 to 2012, Emmanuel Macron was the man of the liquid society. Since May 2017, he is the President of France. What does this change mean and imply?

The notion of “liquidity” is borrowed from physics. It entered the social sciences through economics and finance long ago, thanks to authors such as John Maynard Keynes in his *Treatise on Money*. An asset is said to be liquid when it is easy to exchange for money without loss of value. The notion of liquidity implies that value can easily move from one form of financial asset to another.

The contribution of Zygmunt Bauman, a professor of sociology at the University of Leeds who died last year at the age of 91, was to extend this idea to the whole of social life. Starting from liquid modernity, he came to speak of “liquid life”. Our societies that were previously “mineral” have now become liquid. Just as we move easily from one financial asset to another because of their liquidity, we move from one social role to another. We also move from one job to another, from one network to another, from one partner to another, and so on. In short, from one social form to another. We have been witnessing this liquefaction process for two decades. It can be interpreted as an extension of the logic of finance out of itself, as authors such as Randy Martin, Dick Bryan and Mike Rafferty have pointed out.

[► Lien vers l'article](#)

France Culture

2 mai 2018

Avec Boubacar Diagana, doctorant en science politique

Les Enjeux liés au recensement biométrique des populations en Afrique : une approche comparative entre La Mauritanie et la Cote d'Ivoire

Doctorant en première année au CESSP, le Centre européen de sociologie et de science politique de la Sorbonne, à l'Université Paris-Panthéon-Sorbonne, Boubacar DIAGANA prépare une thèse sous la direction de Jérôme Valluy. Sa thèse s'intéresse au rôle de la technologie biométrique à travers les recensements dans la consolidation du pouvoir de l'Etat. L'une des missions régaliennes de l'Etat est de garantir l'identité de ses citoyens. La transformation numérique de la société et de l'économie impose aux Etats de nouveaux enjeux de lutte contre la fraude à l'identité et de mise à disposition de services en ligne. L'introduction de la biométrie y répond : elle fait le lien entre identité physique et identité numérique permettant de réduire les risques de fraude à l'identité et elle facilite la mise en place de nouveaux services de gestion des identités pratiques et sécurisés.

[► Lien vers l'article](#)

The Conversation

29 avril 2018

Avec Jérôme Caby, professeur des Universités, IAE Paris

Aéroports de Paris : « Au secours Yvonne, ils vendent les bijoux de famille ! »

Yvonne. Selon des sources concordantes, c'est le prénom qu'aurait choisi l'Agence des Participations de l'État (qui gère les aéroports parisiens) pour servir de nom de code au projet de privatisation d'Aéroports de Paris (ADP) :

« Un clin d'œil à l'épouse du général de Gaulle, lequel, est-il nécessaire de le rappeler, a donné son nom à l'aéroport Charles de Gaulle (CDG), le vaisseau amiral d'ADP ».

Cette privatisation annoncée et reconnue par le gouvernement pose de nombreuses questions, notamment en raison de la nature supposée stratégique des infrastructures aéroportuaires. Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire a notamment indiqué qu'il n'était « pas question de refaire les erreurs du passé », en référence à la privatisation des autoroutes.

La privatisation d'Aéroports de Paris (ADP) s'inscrit également dans la perspective des Assises du transport aérien, organisées par le gouvernement français pour s'assurer de l'avenir des compagnies aériennes françaises, au premier rang desquelles Air France – KLM.

Notre contribution à ce débat porte sur la comparaison des performances financières d'ADP avec celles des principaux gestionnaires de plateformes aéroportuaires européens : *Royal Schiphol Group* (qui gère principalement l'aéroport d'Amsterdam mais aussi des aéroports néerlandais régionaux et a une participation croisée de 8 % avec ADP), FRAPORT (qui gère principalement l'aéroport de Francfort, mais aussi des aéroports en Slovénie, au Brésil, en Grèce, au Pérou...) et *Heathrow Airport Holdings* (qui gère principalement l'aéroport de Londres – Heathrow).

[► Lien vers l'article](#)

The Conversation

26 avril 2018

Avec Patrick Eveno, professeur émérite en histoire des médias

Quelques pistes pour une régulation raisonnée des médias et de l'information

Le président de la République a entrepris de légiférer sur plusieurs domaines des médias et de l'information : loi sur la fiabilité de l'information, réforme de l'audiovisuel public, réforme de la loi du 30 septembre 1986, du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) et adaptation de la directive européenne Service des médias audiovisuels (SMA), réforme de la loi Bichet et de la régulation de la distribution de la presse.

Ce chantier apparaît nécessaire et urgent, non seulement pour lutter contre les fausses nouvelles ou mettre les plateformes devant leurs responsabilités, mais encore parce que les médias et l'information sont réglementés par un empilement de lois, de règles et d'usages qui se sont installés au fil du temps et sont devenus obsolètes, voire contre-productifs.

[► Lien vers l'article](#)

L'Obs

25 avril 2018

Avec Célestin Monga, enseignant en économie

"Le paludisme revient en Afrique et ce n'est pas qu'un problème de santé"

TRIBUNE. A l'occasion de la journée internationale de lutte contre le paludisme, Celestin Monga de la banque africaine de développement, et Josselin Thuilliez, chercheur au CNRS, alertent sur la baisse des aides internationales.

Le paludisme reste une menace majeure, particulièrement en Afrique subsaharienne où sévissent à la fois les espèces d'anophèles - le vecteur du paludisme - les plus efficaces, et le parasite *Plasmodium falciparum*, responsable d'une grande majorité des décès, imposant un lourd tribut humain et économique. Plusieurs études ont montré que l'intensification des efforts de lutte contre le paludisme au XXI^{ème} siècle depuis la création de *Roll Back Malaria* en 1998, a réduit de moitié les décès liés au paludisme dans le monde entre 2000 et 2014. Si elle est confirmée et soutenue, cette baisse se traduirait par une forte augmentation de l'espérance de vie. Le paludisme tue en effet principalement des enfants.

[► Lien vers l'article](#)

France Info.fr

23 avril 2018

Article à propos de l'exposition d'Olivia Gay, enseignante à l'École des arts de la Sorbonne

"Envisagées" : Olivia Gay photographie ces femmes qu'on ne voit pas

Les femmes oubliées font l'objet d'une exposition intitulée "Envisagées". La photographe Olivia Gay a parcouru le monde entier pour croquer le portrait de toutes celles que l'on ne regarde jamais. Son travail à mi-chemin entre peinture et photo-réalisme est à découvrir jusqu'au 26 mai au Parvis à Pau et à la Maison européenne de la photographie à Paris jusqu'au 20 mai.

Qu'elles soient prostituées, dentellières, caissières, ouvrières, modèles, détenues, citadines ou réfugiées, toutes font partie d'une communauté de femmes qui résistent à tout, en dépit de tout. Ce sont ces femmes en marge de la société qu'Olivia Gay a choisi de photographier. Pendant sept ans, elle a voyagé en Argentine, à Cuba, en France pour les rencontrer.

Pour chaque portrait, l'artiste s'est immergée dans des univers singuliers. Pendant des mois, elle a partagé le quotidien de Farah, Eslinda ou Mabel. Autant de modèles qui lui ont fait confiance et l'ont laissé rentrer dans leur intimité. Bien loin d'une démarche purement féministe, Olivia Gay met en avant les notions de "discrétion", d'accueil" et de "recueillement" chez chacune d'elles. Certains clichés apparaissent comme de véritables tableaux photographiques.

[► Lien vers l'article](#)

The Conversation

20 avril 2018

Avec Sandra Poncet, professeure d'économie, chercheuse associée au CEPII

C'est en 1970 qu'a été célébrée pour la première fois la Journée de la Terre, sous l'impulsion du sénateur américain Gaylord Nelson et d'un groupe d'étudiants. Depuis, chaque 22 avril rappelle la naissance de ce mouvement porté par la société civile.

En Chine, cette journée a été fêtée pour la première fois en 2011, attestant d'une prise de conscience grandissante des citoyens chinois à l'égard de l'environnement. Mais si Pékin semble vouloir prendre en charge les défis environnementaux qui s'imposent au pays, les effets des réformes amorcées tardent à venir, exposant la population à des niveaux de pollution extrêmement préoccupants.

La crise environnementale en Chine est inédite en raison de la simultanéité et de l'intensité des problèmes. Aucun pays n'a en effet exposé sa population à de tels niveaux de pollution sur des durées aussi longues.

L'épisode de pollution atmosphérique longtemps considéré comme le plus meurtrier, le « Great Smog » de Londres, a causé la mort d'environ 12 000 personnes en quatre jours durant l'hiver 1952 ; soit 3 000 morts par jour. Le nombre quotidien de personnes décédées prématurément du fait de la pollution de l'air ambiant était à peu près équivalent en Chine en 2015, aboutissant à un total de 1,1 million de morts précoces sur l'année.

[► Lien vers l'article](#)

La Croix

19 avril 2018

Article à propos de la biographie d'Etienne Gilson par Florian Michel, maître de conférences en histoire

Etienne Gilson, un engagement catholique

Biographie. L'historien Florian Michel offre une excellente biographie du philosophe et médiéviste Étienne Gilson, qui témoigne aussi de la vitalité intellectuelle du catholicisme français de l'entre-deux-guerres à l'après-Concile.

Il est des figures intellectuelles, naguère importantes, dont l'effacement permet de prendre la mesure d'un changement d'époque. C'est le cas d'Étienne Gilson (1884-1978), éminent philosophe et historien du Moyen Âge, élu au Collège de France en 1932 et à l'Académie française en 1947, aujourd'hui oublié de l'histoire culturelle française, comme de la mémoire catholique. Artisan du renouveau de la philosophie de Thomas d'Aquin au XXe siècle, Gilson ne fut pas qu'un médiéviste passionné, auteur d'une œuvre magistrale dont plusieurs ouvrages devinrent des classiques, comme *Le Thomisme* (six éditions!), *La Philosophie au Moyen Âge*, *Christianisme et Philosophie*, *Héloïse et Abélard* ... Démocrate, républicain et libéral, il fut aussi un intellectuel engagé en faveur de la démocratie chrétienne, refusant le fascisme et le communisme, critique du capitalisme industrialiste - « une plaie plus dangereuse encore que le marxisme », écrit-il, en 1930 -, fustigeant la subordination du politique à l'économique et l'oubli du spirituel.

[► Lien via Europresse](#)

LCI.fr

13 avril 2018

Avec Frank Georgi, maître de conférences en histoire sociale du XX^e siècle

50 ans après, les étudiants vont-ils refaire Mai 68 ? "On ne peut pas ne pas y penser

BIS REPETITA ? - Alors que la colère étudiante monte peu à peu et que l'anniversaire de Mai 68 approche, LCI s'est rendu à la Sorbonne, foyer historique de la contestation de la jeunesse. Reportage dans un quartier rempli d'histoire, à la recherche de l'esprit des célèbres "événements" qui fêtent leurs 50 ans.

Esprit de mai 68, es-tu toujours là ? Donnons d'emblée la réponse : à la Sorbonne, c'est non. Ou, en tout cas, pas sur ses murs. Tant à l'intérieur de ce foyer de la contestation soixante-huitarde qu'à l'extérieur, les références aux célèbres "événements" qui s'y sont déroulés il y a 50 ans sont inexistantes. Dans les couloirs de la vénérable université, nul souvenir des semaines d'occupation des lieux, pas plus qu'il n'existe de locaux conservant le souvenir de ces fiévreuses semaines. Ce n'est pas le cas non plus dans la majestueuse cour d'honneur, où les statues de Victor Hugo et Louis Pasteur doivent se demander où sont passés les étudiants gauchistes et les CRS, de même que les membres de l'organisation d'extrême droite Occident.

Du côté des étudiants, la mémoire de Mai 68 n'est pas beaucoup plus vivace. "C'est vrai qu'au-delà des slogans du genre 'il est interdit d'interdire', 'jouissons sans entrave' ou autres, on n'a pas forcément une notion précise de ce que ça a été", nous explique Célia, étudiante en deuxième année de lettres, à l'ombre de la chapelle de la Sorbonne. "On sait que c'est parti de la question de la mixité dans les cités universitaires à Nanterre, pose Alexandre, de l'Union des étudiants communistes. Et puis ça a pris de l'ampleur avec les questions de sélection. Les étudiants se sont faits dégager puis sont arrivés à la Sorbonne, mais au-delà de ça..." Pierre, membre de la Cocarde, un syndicat étudiant qui veut rassembler "la jeunesse conservatrice", des Républicains au FN, voit dans Mai 68 "un changement brutal [...]. C'est caricatural, mais j'ai l'impression qu'avant, on avait une France 'à la papa', en noir et blanc, des prêtres en soutane, des artisans, des paysans... Et après, un pays en couleur, où règnent la consommation, la jeunesse, l'idée que tout est possible."

[► Lien vers l'article](#)

France Culture

12 avril 2018

Avec Gilles Palsky, professeur de géographie

Cartographie : comment mettre le monde à plat ?

En quoi l'invention de la cartographie est-elle multiple ? Est-il possible d'identifier les premières cartes de l'humanité ? Comment l'Homme s'est-il représenté le monde à travers les époques ? Pourquoi est-il nécessaire de replacer systématiquement une carte dans son contexte ? Notre représentation mentale du monde repose sur les lieux que nous avons visités. Mais leur nombre est forcément limité et, surtout, ils ne peuvent nous donner une perception globale de la Terre. Pour cela, nous faisons appel aux cartes. Aujourd'hui, avec Google Earth ou un système de guidage par GPS, nous obtenons instantanément une représentation de n'importe quel point du globe, à n'importe quelle échelle. Il est probable que les plus jeunes ignorent déjà les affres du repliement d'une carte de France. La facilité d'usage apportée par les satellites et l'informatique masque la difficulté de projeter la géographie d'une planète sphérique sur la surface plane d'une feuille de papier. C'est l'objectif de la cartographie qui s'appuie sur la géodésie, la science qui décrit et mesure la forme et les dimensions de la Terre. Mais comment la cartographie s'est-elle développée au cours des millénaires et quels rôles historique et culturel a-t-elle joué ?

[► Lien vers l'article](#)

Le Club des juristes

9 avril 2018

Avec Jean-Emmanuel Ray, professeur de droit

Grève de la SNCF : conciliation des droits ou sacrifice ?

Les syndicats de la SNCF, en désaccord avec la réforme de l'exécutif qui doit accompagner l'ouverture à la concurrence de l'entreprise, ont entamé le 3 avril dernier une grève dite « perlée ». Soit deux jours sur cinq jusqu'à la fin du mois de juin. Décryptage par Jean-Emmanuel Ray, professeur de droit à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et Membre du Club des juristes.

« Lorsqu'il s'agit de transporter 5 millions de voyageurs chaque jour, dans plus de 15.000 trains à partir de 3029 gares, un service minimum est fort délicat à mettre en œuvre »

Les syndicats ont prévu 2 jours sur 5 de grève jusqu'au 28 juin prochain : s'agit-il d'une « grève perlée » ? Non, car dans le secteur privé comme dans les services publics, une « grève perlée » consiste à ralentir le travail (ex : faire une pièce sur deux) : ce n'est pas donc pas une « grève », mais un « mouvement illicite » susceptible de sanctions disciplinaires classiques. A la SNCF, il s'agit d'arrêts de travail, même si le but de cette grève-gruyère (car pleine de trous) est de maximiser la perturbation du trafic tout en minimisant les abattements sur le salaire des grévistes.

[► Lien vers l'article](#)

Sud-Ouest

9 avril 2018

Avec Laurence Brunet, chercheuse associée au centre de recherches droit, sciences et techniques de l'université

La famille « naturelle » existe-t-elle ?

Un couple avec leurs enfants biologiques, c'est généralement ainsi qu'est définie la famille dite naturelle. Quid des familles adoptives, recomposées, monoparentales ou homosexuelles ?

Un couple avec leurs enfants biologiques, c'est généralement ainsi qu'est définie la famille dite naturelle. Quid des familles adoptives, recomposées, monoparentales ou homosexuelles ?

Il existe aujourd'hui toutes sortes de familles. Certaines sont volontiers désignées comme biologiquement « naturelles », celles composées d'un couple (père et mère) vivant sous le même toit, avec un ou plusieurs enfants leur étant génétiquement liés. Dans d'autres familles, le lien biologique est moins fort, ou absent. Il s'agit des familles adoptives, recomposées après un divorce, monoparentales ou homosexuelles.

[► Lien vers l'article](#)

La Tribune

5 avril 2018

Par Jérôme Caby, professeur des universités à l'IAE

Air France–KLM : une productivité à améliorer

Alors que les Assises du transport aérien ont débuté et que les négociations avec la direction sont au point mort à Air France, comment se comporte financièrement le groupe par rapport à ses concurrents ? Par Jérôme Caby, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Alerté par le déficit de productivité dont souffriraient les entreprises françaises du secteur aérien, au premier rang desquelles Air France-KLM, le ministère des transports français a lancé le 20 mars dernier les Assises du transport aérien.

Après le transport ferroviaire, et alors même que le personnel d'Air France est, pour la troisième fois en un mois, à nouveau appelé faire grève vendredi 30 mars, un vent de réforme semble donc prêt à souffler sur le transport aérien.

[► Lien vers l'article](#)

Le Monde

3 avril 2018

Tribune de Thomas Clay, professeur de droit

Réforme des institutions : il faut « surmonter les obstacles des gardiens du statu quo qui tentent d'enrayer le processus de modernisation »

Le juriste Thomas Clay écrit dans une tribune au « Monde » que la réforme des institutions représente une avancée démocratique. Le Sénat ne doit pas contraindre le gouvernement à en passer par la voie référendaire, au risque de surenchère démagogique.

Tribune. La réforme des institutions qui se profile offre une avancée démocratique incontestable. Elle correspond à ce que la plupart des partis éclairés appellent de leurs vœux depuis longtemps. Il serait dès lors incompréhensible que pour des raisons contingentes ils ne l'approuvent pas. Cela achèverait même de décrédibiliser ceux qui se livreraient à des calculs politiques qui ne sont pas à la hauteur des enjeux.

Si la position des Républicains (LR) semble irrécupérable tant ce parti dérive désormais vers les extrêmes, la position du Parti socialiste (PS) n'est pas plus rassurante. Pour le dire sans détour, le PS se déshonorerait en ne votant pas cette réforme qui correspond à ce qu'il a toujours défendu. Il est pourtant déjà tombé dans ce travers il y a dix ans lorsqu'il s'est opposé à la précédente révision constitutionnelle. La reproduction d'une telle posture constituerait une faute politique indélébile. Le PS ne doit pas se tromper de combat et doit prendre garde à la « mélenchonisation » des esprits.

Les conditions de la conquête du pouvoir par Emmanuel Macron ont percuté de plein fouet l'habitus de la Ve République. La nouvelle pratique des institutions, avec la régénération du personnel politique, aussi bien ministériel que parlementaire, la réussite de quelques ministres issus de la société civile, à l'éducation nationale ou à la justice par exemple, ou l'absence de couacs depuis près d'un an, a achevé de montrer qu'il était possible de faire autrement.

Mais il faut maintenant aller plus loin et marquer ces avancées dans le marbre constitutionnel, quitte à surmonter les obstacles des gardiens du statu quo qui tentent d'enrayer le processus de modernisation. A l'évolution proposée, ils préfèrent le maintien bien compris de leurs avantages aussi illégitimes que surannés.

[► Lien vers l'article](#)

RFI.fr

2 avril 2018

Jean-François Amadieu, professeur de sociologie, est invité

Grèves en France, qui va plier?

On ne voudrait pas abuser des métaphores guerrières, mais sur le front social en France, ce 2 avril ressemble beaucoup à une veillée d'armes. C'est en effet demain que débute la grève des syndicats de cheminots contre le projet gouvernemental de réforme de la SNCF. A partir de demain, pour prendre le train il faudra bien avoir le calendrier en tête, deux jours de grève, trois jours de travail, deux jours de grève, trois jours de travail etc. Jusqu'à la fin juin, c'est à dire trois mois qui s'annoncent tendus et durs entre les cheminots et le gouvernement qui affichent chacun leur détermination à tenir leurs objectifs. Il va pourtant falloir trouver une solution. Qui va plier ? C'est la question du jour.

[► Lien vers l'article](#)

Europe 1

27 mars 2018

Agnès Benassy-Quere, professeure d'économie, est citée

Le débat d'Europe Soir – Frédéric Taddeï – La France enfin sous la barre des 3% de déficit public. Mais à quoi ça sert

Frédéric Taddeï met face à face des politiques, des journalistes et des intellectuels que l'on n'entend pas ailleurs. Invités :

Michel Sapin - Ancien ministre de l'Economie et des Finances.

Agnès Benassy-Quere - Professeur à l'Ecole d'Economie de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et membre du Cercle des Economistes.

Co-auteur avec de Benoît Coeuré, Pierre Jacquet et Jean Pisani-Ferry de "Politique économique" (4ème édition, De Boeck, 2017).

Guy Abeille - Economiste.

Christophe Ramaux - Professeur d'économie à la Sorbonne et membre des Economistes atterrés.

[► Lien vers l'article](#)

RCF Radio

27 mars 2018

Lionel Fontagné, professeur d'économie, est invité

Les Etats-Unis et la Chine en plein bras de fer économique

Rien ne va plus entre les Etats Unis et la Chine. La semaine dernière Donald Trump a annoncé un nouveau train de mesures protectionnistes à l'égard de Pékin. Le Président des Etats Unis met en cause "l'agression économique" de la deuxième puissance mondiale.

Washington impose de nouveaux tarifs douaniers à Pékin

C'est jeudi dernier que Donald Trump a lancé les hostilités. Dans un discours, le chef de la Maison Blanche a annoncé que les Etats Unis allaient sanctionner Pékin pour violation de propriété intellectuelle. L'administration américaine passe à l'offensive en imposant de nouveaux tarifs douaniers aux importations chinoises.

Ces tarifs pourraient toucher jusqu'à 60 milliards de dollars de biens chaque année. Si la Maison Blanche n'est pas rentrée dans le détail, ce sont tout de même pas moins de 1300 lignes de produits chinois qui sont visées, des chaussures à l'électronique en passant par le textile.

[► Lien vers l'article](#)

La Gazette des Communes

26 mars 2018

Géraldine Chavrier, professeure de droit public est interviewée

L'ambition contrariée de la révision constitutionnelle « Raffarin »

Soumis à la résistance de l'appareil d'Etat et victime de l'échec des référendums corse et alsacien de 2003 et 2013, l'arsenal mis en place par Jean-Pierre Raffarin n'a pas donné toute sa mesure.

C'est un petit cénacle qui se réunit très régulièrement dans le secret du palais élyséen. Autour de la table, en cette fin des années 90, prennent place le directeur de cabinet du chef de l'Etat, Bertrand Landrieu, et de grands élus triés sur le volet. Dans ce casting figure le patron de la région Poitou-Charentes, Jean-Pierre Raffarin. La feuille de route du groupe « Landrieu » est limpide. Il s'agit de préparer le programme du candidat Jacques Chirac à la présidentielle de 2002. Très vite, une idée-force sort du lot : l'introduction de nouvelles libertés locales (droit à l'expérimentation, prime à la subsidiarité, possibilité de créer en métropole des collectivités à statut particulier...) dans la Constitution, à côté de la libre administration locale déjà reconnue à l'article 72.

A la veille du duel annoncé face à son Premier ministre Lionel Jospin, le chef de l'Etat trouve là un angle d'attaque. Dépourvu d'expérience exécutive locale, le locataire de Matignon fait le service minimum sur ces sujets. « Sa politique fiscale s'en ressent, avec la suppression de la vignette, dont les recettes sont perçues par les départements, la disparition de la part salariale de la taxe professionnelle ainsi que deux autres taxes locales, égrène le politologue de la décentralisation, Patrick Le Lidec. Sa limitation du cumul des mandats n'est pas non plus de nature à séduire les élus locaux. Enfin, Lionel Jospin qualifie le Sénat d'"anomalie parmi les démocraties". »

[► Lien via Europresse](#)

Manière de voir

Avril 2018

Par Marina Maestrutti, maître de conférences en sociologie

Personne n'est à l'abri

Confrontées à des récits divergents d'un même événement, la plupart des personnes jugent plus crédible celui qui affiche une intentionnalité : l'incendie a été causé par un acte criminel plutôt que par la chaleur. À coups de tests et d'expériences, la psychologie sociale tente ainsi de comprendre les biais qui, dans nos manières courantes de raisonner, favorisent la diffusion du conspirationnisme.

Quel est votre degré d'accord avec les théories suivantes, sur une échelle allant de 1 =«pas du tout» à 7 =«tout à fait» ? 1. Le VIH-sida a été conçu intentionnellement par l'homme, et plus spécifiquement par le gouvernement américain. 2. La mission Apollo n'a jamais atteint la Lune et les images dévoilées au grand public étaient un trucage de la Central Intelligence Agency (CIA). 3. L'assassinat de John F. Kennedy n'était pas l'acte d'un tireur isolé, mais le résultat d'une vaste machination. 4. La princesse Diana n'a pas péri dans un accident de voiture, elle a été assassinée...

[► Lien via Europresse](#)

La Vie des Idées

23 mars 2018

Article à propos de l'ouvrage La Révolution kurde d'Olivier Grojean, maître de conférences en science politique

L'internationale kurde

Quelles sont les lignes de rupture et de continuité historiques du PKK, de sa fondation jusqu'à nos jours ? Le sociologue Olivier Grojean fournit un examen détaillé de l'histoire, de l'idéologie et des jeux de pouvoir au sein de la principale organisation du mouvement kurde en Turquie et en Syrie.

Olivier Grojean procède, dans *La Révolution kurde*, à l'analyse de fond d'une des organisations les plus structurées de l'espace kurde. L'objet du livre est en effet de dresser un portrait du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) et d'analyser les « logiques d'action et les modes de gouvernement de ce parti [et] de ses organisations sœurs en Syrie, en Iran et en Irak, de sa mouvance légale et illégale en Turquie et en Europe » (p. 16). Le livre se concentre particulièrement sur les actions et les mobilisations menées par le PKK en Turquie, en Syrie et en Europe.

Olivier Grojean, professeur à l'Université Paris 1 et spécialiste reconnu des mobilisations kurdes en Europe, offre une exploration cohérente, synthétique et documentée de l'évolution, des activités et du fonctionnement du PKK. Un premier chapitre décrit la fondation et l'évolution du PKK dans le contexte turc. Le deuxième est consacré à décrire les origines et les transformations idéologiques du PKK. Le suivant explique comment le PKK établit la discipline au sein de son organisation et impose son pouvoir sur la population. Dans le quatrième chapitre, les politiques du PKK dans le domaine de l'écologie, de l'économie et de la condition des femmes sont analysées en détail. Enfin, le dernier chapitre revient sur l'internationalisation de la cause kurde.

[► Lien vers l'article](#)

Le Monde

22 mars 2018

Question de droit posée à Jean-Emmanuel Ray, professeur de droit

L'ordinateur professionnel est-il privé?

Un salarié peut-il privatiser l'ensemble de son disque dur professionnel en le qualifiant de « données personnelles » et se plaindre ensuite que son employeur y ait, en son absence, trouvé 1 562 fichiers privés, pour l'essentiel des films pornographiques?

C'est à cette singulière question qu'a répondu la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) le 22 février. Constatant qu'il y avait eu ingérence dans la vie privée de ce cadre, elle estime néanmoins que « l'employeur a un intérêt légitime à assurer le bon fonctionnement de l'entreprise, ce qu'il peut faire en mettant en place des mécanismes lui permettant de vérifier que ses employés accomplissent leurs tâches professionnelles de manière adéquate et avec la célérité requise. Elle rejoint ainsi notre Cour de cassation, qui s'était prononcée sur cette même affaire le 4 juillet 2012, ajoutant non sans un certain bon sens que « la dénomination donnée au disque dur lui-même ne peut conférer un caractère personnel à l'intégralité des données qu'il contient ».

Le principe français est simple, et raisonnable : sur temps et lieu de travail, un collaborateur est censé travailler pour son employeur. A l'instar des dossiers papier bien rangés sur son bureau, les dossiers électroniques figurant dans son ordinateur professionnel sont présumés professionnels, et l'employeur peut donc y avoir accès à tout moment, hors sa présence; sinon que faire si un client réclame un document et que le salarié est en congé?

[► Lien via Europresse](#)

France Inter

20 mars 2018

Alain Soubigou, maître de conférences en histoire, est invité

Le Printemps de Prague 1968

Un peu partout en Europe, 68 résonne comme un tournant historique, un point de repère dans l'évolution de nos sociétés modernes. En République socialiste tchécoslovaque, c'est toute une saison qui voit fleurir les élans et les aspirations d'un peuple. Invité Alain Soubigou maître de conférences Paris 1. En France, on retient le mois de mai, lorsque Paris cherchait la plage sous les pavés.

Mais si d'un côté du rideau de fer, on crie « élections piège à con » et que l'on fustige la démocratie bourgeoise, de l'autre côté, un petit pays de 15 millions d'habitants cherche à reconquérir des libertés dites, justement... bourgeoises.

Pendant 8 mois, de janvier à août 1968, le soleil se lève à l'Est. C'est le long Printemps de Prague, un temps où la capitale tchèque rêve d'inventer une troisième voie, un idéal appelé le « socialisme à visage humain ».

Reste que l'écrasement de la révolte par les chars du Pacte de Varsovie, dans la nuit du 20 au 21 août 1968, demeure l'image la plus forte. Un événement qui montre que sous la houlette de l'Union Soviétique, ce communisme-là n'était pas réformable...

[► Lien vers l'article](#)